

**L'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

p. 3

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**UNITÉ  
OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2181 - 21 mai 2010 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

# Déficit de l'État

**Les banquiers  
profitent de la  
dette, alors, à  
eux de payer !**

**22, 23, et 24 mai  
à Presles (Val-d'Oise)**



**Vive  
la Fête !**



## SOMMAIRE

### Crise financière

- p. 4 ■ Dette, spéculation, crise: l'absurde spirale
- Les licenciements relancent les profits
  - La prétendue inquiétude des "marchés"

- p. 5 ■ Espagne: coupes dans les dépenses de l'État
- La droite plus offensive que les dirigeants syndicaux

### Dans le monde

- p. 6 ■ États-Unis: Obama et les compagnies pétrolières
- Russie: les autorités contre les mineurs

### Leur société

- p. 7 ■ L'accord sur les fruits et légumes ne gêne pas la grande distribution
- Électricité: la concurrence fait grimper les prix
  - Cannes: l'exploitation derrière le décor
- p. 8 ■ Sans-papiers: la lutte continue
- Deux expulsions en Lorraine
  - Derichebourg: le patron s'acharne contre les grévistes
- p. 12 ■ Retraites: le racket
- Rigueur budgétaire: Fillon fait la poche des pauvres

### Dans les entreprises

- p. 9 ■ La Poste - Paris 8, Famar La Source Orléans, Airbus Toulouse, Mairie de Draveil
- p. 10 ■ EAK Valentigney, Peugeot Poissy, STMicroelectronics Grenoble, France Télécom
- Il y a 65 ans
- p. 11 ■ Mai 1945 à Sétif et Guelma en Algérie

## • Bénéfices en hausse pour les banquiers:

# Après eux... le déluge

En pleine nouvelle crise financière, est tombée l'annonce des bénéfices des banques françaises pour le 1<sup>er</sup> trimestre. BNP Paribas annonce 2,28 milliards d'euros de bénéfices au premier trimestre 2010, en hausse de 47% par rapport à 2009. Pour la Société Générale, le bénéfice sur la même période s'élève à 1,06 milliard, et pour le Crédit agricole il serait 2,5 fois supérieur à celui de 2009.

Ce sont ces mêmes banques, rappelons-le, qui bénéficient des largesses de l'État: dizaines de milliards d'euros injectés dans les banques grâce à l'achat par l'État de participations, prêts d'un montant global de plusieurs centaines de milliards d'euros, autres milliards d'euros d'aides diverses, sans compter tous les milliards que l'État verse pour rembourser les dettes contractées auprès de ces mêmes institutions financières - 50 milliards ont ainsi été versés aux banques en 2007.

BÉNÉFICES DES BANQUES: C'EST LA CRISE!



Tout cela, nous répète-t-on, est fait pour «sauver» l'économie en «sauvant» des banques qui sont pourtant responsables du désastre économique du fait de leurs activités spéculatives.

Ces milliards, qui ne servent qu'à alimenter la spéculation sur une échelle toujours plus grande, l'État les tire du racket de la population laborieuse. Celle-ci subit de plein fouet les conséquences des économies drastiques sur les services publics et de la rigueur décidée par le gouvernement. Mais qu'importe aux capitalistes que la société s'effondre, du moment que leurs profits augmentent.

Aline RETESSE

## Cercle Léon Trotsky

À l'occasion de la coupe du monde de football, la prochaine réunion aura pour thème:

# Sport et business

Vendredi 18 juin - à 20 h 30  
Théâtre de la Mutualité

24, rue Saint-Victor à Paris 5<sup>e</sup>  
(Métro: Maubert-Mutualité)

Participation aux frais: 3 euros

## Les départs pour la fête de Lutte Ouvrière

Samedi 22 mai

### En train

Belfort-Montbéliard: réservation au 06.15.06.03.11

Mulhouse: réservation pour le train de 7 h 45, tel au 06.63.16.99.29

### En autocar

Angers: 7 h 30 Parking Géant Espace Anjou

Besançon: 6 h 30 Place Battant

Blois: 8 h Aire de Blois-Ménars de l'A10

Cholet: 6 h 30 Aire Cholet-Nord

Clermont-Ferrand: 6 h 30 Place de la Rodade (Montferrand)

Dijon: 7 h 45 Place du 1er-Mai (ANPE)

Dunkerque: 6 h 30 Stade Tribut (+ dimanche 6 h)

Lille: 7 h 30 M<sup>o</sup> Porte-d'Arras (+ dimanche 7 h)

Lyon: 5 h 30 M<sup>o</sup> Laënnec (Bd Ambroise-Paré)

Metz: 7 h 30 Grande Poste, rue Gambetta

Montluçon: 7 h 45 Aire de la sortie n<sup>o</sup>10 de l'A71 (Bizeneuille)

Nancy: 6 h 30 Gare SNCF hall départ (M<sup>o</sup> Poterie)

Rennes: 6 h Parking du lycée Descartes (M<sup>o</sup> Poterie)

Saint-Brieuc: 5 h Place de la Liberté

Strasbourg: 6 h Quai du Général-Koenig (côté place de la Bourse)

Tours: 7 h 15 Gare routière

Limoges: 5 h Haut du Champ de Juillet

Chateauroux: 6 h 30 Parking de l'Escale

Vierzon: 7 h 15 Devant le lycée technique (N 20)

## Pour venir à la Fête

### Comment venir depuis Paris ?

Les autocars gratuits font la navette entre la sortie du métro Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13) et l'entrée de la Fête.

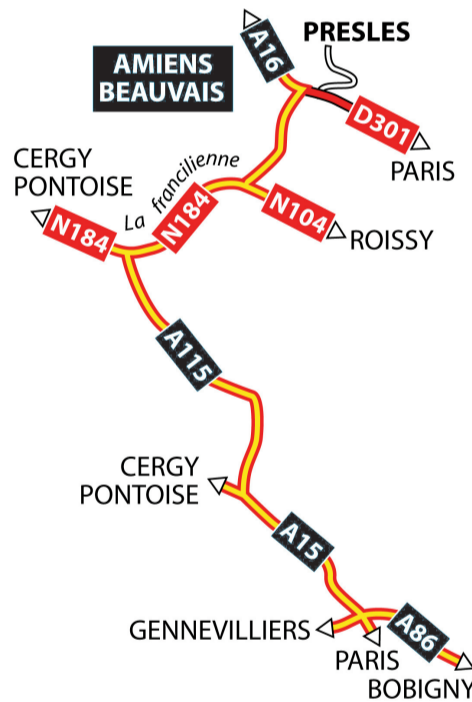
Les bus circuleront les trois jours pendant les mêmes horaires que la Fête, avec un départ toutes les 20 mn environ, et le retour est toujours assuré!

Par le train, de la gare du Nord, direction Persan-Beaumont par Montsoul-Maffliers jusqu'à la gare de Presles, située à 900 mètres de l'entrée de la Fête.

### Si vous venez en voiture

Il est très difficile de stationner dans le village de Presles. Nous demandons aux visiteurs de respecter toutes les interdictions pour ne pas gêner la circulation et... les Preslois.

À cause des travaux du tramway, la traversée de Saint-Denis et de Pierrefitte par la N1 est déconseillée. Nous suggérons donc aux automobilistes de rejoindre l'A86 Nord, puis l'A15, puis l'A115 et la N184 en direction de Beauvais. Sortir à Presles.



### LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 14 000 exemplaires. Impression: Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone: 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n<sup>o</sup> 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

### SUR INTERNET

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)

[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

### Lutte Ouvrière l'hebdomadaire

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

### Lutte Ouvrière multimédia (télé, radio, CLT)

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

### Lutte Ouvrière audio

(version parlée de nos textes)

[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

### Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

### ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande



# L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise  
du 17 mai



## S'ils veulent réduire la dette, qu'ils fassent payer ceux qui en sont responsables !

Pendant que les ministres de l'Économie des pays de la zone euro se réunissent pour un énième sommet provoqué par la crise, les plans de rigueur se multiplient en Europe. Après le gouvernement grec, ce sont les gouvernements du Portugal, d'Espagne et du Royaume-Uni qui s'en prennent aux salaires, aux retraites et aux services publics. D'autres suivront.

En France aussi, c'est commencé. Mais, hypocrisie oblige, Fillon se refuse à parler d'austérité ou de rigueur. Pourtant le gel des dépenses de l'État, c'est déjà une mesure d'austérité grave car c'est de l'argent en moins pour les hôpitaux, pour les écoles, pour tout ce qui est utile à la population. Sans parler des retraites, pour lesquelles le gouvernement joue au chat et à la souris en lâchant les informations par petites doses. Mais ce subterfuge ne change en rien le fond : les salariés devront travailler plus longtemps pour toucher des retraites plus petites.

« Il faut sauver les banques », nous a-t-on dit il y a deux ans lors de la crise bancaire. « Il faut sauver l'euro », nous répètent les ministres aujourd'hui. Il y a deux ans, on a dégagé plusieurs centaines de milliards pour sauver le système bancaire et, surtout, les banquiers. Aussitôt sauvés, les banquiers se sont remis à spéculer comme avant, mais cette fois-ci ce sont les États eux-mêmes qui sont devenus leur principale cible. D'autant plus qu'ayant vidé leurs caisses, tous les États étaient endettés jusqu'au cou et ont besoin d'emprunter toujours plus, rien que pour rembourser les échéances de leurs anciennes dettes. Et les paris de se déchaîner sur la capacité de tel ou tel État à rembourser ou non.

Dans ce PMU gigantesque où ne peuvent jouer que les groupes bancaires les plus puissants avec l'argent de la classe capitaliste, on parie à coups de milliards, et on gagne à tous les coups.

Les banques ont justifié le taux d'intérêt usuraire pour prêter à l'État grec par le risque que la Grèce ne puisse pas rembourser. En même temps, elles ont parié que les autres États européens interviendraient pour suppléer à la défaillance éventuelle de la Grèce. Pari gagné : les États européens ont mis 750 milliards sur la table, sous prétexte

de sauver la Grèce, puis le Portugal et l'Espagne, mais en réalité pour sauver le placement des banques (dont, pour la Grèce, surtout des banques françaises).

Tout cela, au nom du sauvetage de l'euro ! Mais si les marchés financiers ont exprimé leur joie par l'exubérance des Bourses devant le cadeau qu'on leur a fait, cela n'a duré que quelques jours. Le prix des actions s'est remis à baisser et la monnaie européenne se casse la figure par rapport au dollar.

Le bouquet, c'est que cette nouvelle vague de baisses boursières serait due à l'inquiétude des banquiers devant la situation économique. Ces messieurs les banquiers sont inquiets que les mesures d'austérité prises par les États démolissent un peu plus le fonctionnement de l'économie et que les recettes des États baissent au point qu'ils ne puissent plus rembourser leurs banquiers.

La boucle est ainsi bouclée : les banques ont vidé les caisses des États et les poches des classes populaires. En s'inquiétant du retour de bâton pour elles-mêmes, elles démolissent encore plus l'économie.

« Il faut bien rembourser les dettes », clament les dirigeants politiques et les commentateurs, à plat ventre devant la classe capitaliste. Mais que ceux qui en sont responsables le fassent donc !

Les salariés, les chômeurs, les retraités n'ont jamais vu la couleur de ces centaines de milliards que les États ont déversés dans l'économie. Les gouvernements veulent pourtant les contraindre à rembourser les dettes des autres. Les classes populaires, et avant tout les salariés, les principales victimes, ne pourront empêcher cette infamie que par des luttes collectives puissantes.

Mais il faut surtout que mûrisse la conscience que cette organisation économique, en plus d'être injuste et inégalitaire, est absurde et incontrôlable. La classe capitaliste est non seulement de plus en plus parasitaire et n'apporte rien à la production, à la création de biens matériels et culturels, mais, en choisissant de s'enrichir dans les opérations financières, elle désorganise et démolit l'économie.

Exproprier ces parasites, mettre les banques et les usines sous le contrôle de toute la population est devenu une exigence pour la survie même de la société.

Arlette LAGUILLER

### • Baisser le salaire des ministres ?

## « La question ne se pose pas »

**Moins 5 % au Portugal et en Grande-Bretagne, moins 15 % en Irlande ; une ombre se profile ces derniers temps au-dessus du salaire des ministres de plusieurs pays européens, au nom de la « solidarité » dans la rigueur.**

Et en France ? Quelques-uns des ministres ont cru bon, après les annonces de rigueur budgétaire de leur chef Fillon, de se déclarer prêts à faire un effort. De Nathalie Kosciusko-Morizet, qui tient à préciser que cette baisse n'aurait qu'une « portée symbolique », à Valérie Pécresse, pour qui « les politiques doivent donner l'exemple », en passant par Rama Yade et Bruno Le Maire, qui s'inclinera « si le

*Premier ministre et le président le veulent », car « c'est au patron de décider », jusqu'à Christine Lagarde, la fayote de la classe, dont la « rémunération a déjà diminué » depuis qu'elle a changé de portefeuille, il y a déjà cinq ans... tous ces bons élèves de la promotion Fillon ont dû se faire haïr de leurs collègues pour leur précipitation à s'exprimer.*

Aussitôt, en effet, Matignon a donné le la : « Il n'y

a pas de sujet. » Cette « insoutenable » atteinte à la paye des ministres ne serait « pas cohérente », clame hypocritement François Baroin... puisque baisser le salaire des ministres entraînerait selon lui la nécessité de baisser celui des hauts fonctionnaires, souvent du même ordre de grandeur, et donc... celui de tous les fonctionnaires ! Ce qui n'est pas encore à l'ordre du jour dans les tablettes du gouvernement. D'ailleurs Éric Woerth, le ministre du Budget, qui s'y connaît pourtant en matière de blocage des salaires des fonctionnaires,

vient de se déclarer « pas favorable à la baisse du salaire des Français ». Dans ce cas...

Qu'on se rassure, les secrétaires d'État, avec leurs 12 000 euros mensuels, les ministres, avec leurs 13 500 euros, le Premier ministre, avec ses 20 000 euros, auxquels tous peuvent ajouter leurs indemnités d'élus locaux et une allocation mensuelle pour « frais d'emplois » de plus de 5 800 euros et quelques défraitements, ne sont pour l'instant pas au RMI.

Et s'il est vrai, comme ils le font eux-mêmes remarquer, que ces quelques centaines de

milliers d'euros représentent une paille par rapport aux milliards versés aux banques ou aux constructeurs automobiles dès qu'ils versent une larme, certains se souviennent de Raffarin, il y a quelques années, augmentant ses ministres de 70 % en guise de cadeau de bienvenue, ou, sans aller plus loin, de Sarkozy s'octroyant 172 % d'augmentation de salaire dès son arrivée au pouvoir.

Mais il est bien vrai que les larbins des capitalistes se doivent de recevoir des émoluments dignes de leurs maîtres...

Viviane LAFONT



## • Crise de l'euro (suite)

### La prétendue inquiétude des « marchés »

Face à une situation qui ne cesse de se dégrader, les gouvernements des pays européens sont pris d'une fébrilité qui grandit de jour en jour. Ceux dont la position économique est considérée comme la plus fragile, la Grèce bien sûr, l'Espagne et le Portugal, mais aussi ceux que l'on classe parmi les mieux lotis. Successivement, les États annoncent la mise en place de plans d'austérité, même quand ils n'emploient pas le terme, comme s'ils se copiaient l'un l'autre, dans une même démarche qui consiste à mettre en place, mieux vaudrait dire aggraver, la politique destinée à faire payer leur crise par les classes populaires.

Mais les mesures prises, tant au niveau des institutions européennes qu'au plan de chacun des États, destinées selon la formule consacrée « à rassurer les marchés financiers », restent sans effet. Et pour cause. Car ces « marchés » ne sont pas quelque chose d'abstrait, une sorte de personnage immatériel qui observerait en toute impartialité l'état des échanges économiques et monétaires, expliquant tantôt qu'il est rassuré par la situation, tantôt qu'il ne l'est pas. Le marché, ce sont en réalité les organismes financiers eux-mêmes, autrement dit les quelques banques des grandes puissances qui ne sont nullement inquiètes de la situation, d'autant moins que ce sont elles qui l'ont provoquée en spéculant un jour dans tel domaine et le lendemain dans un autre. Hier, ces spéculateurs à grande échelle étaient attirés par la dette grecque, aujourd'hui, ils sont alléchés par les gains que peuvent rapporter les variations de l'euro par rapport au dollar...

Ce qui est notable dans le spectacle que nous offrent les gouvernements, c'est de les voir multiplier gestes, déclarations, postures, qui traduisent leur impuissance. Ils prennent des décisions longuement concertées, aussitôt remises en cause par des « marchés financiers » qui gardent toute liberté pour agir à leur guise, et qui ne s'en privent pas. Mieux, ou pire, c'est selon, les décisions des gouvernements peuvent même leur servir d'opportunités pour de nouvelles opérations spéculatives.

Jean-Pierre VIAL

## • Dette, spéculation, crise

### L'absurde spirale

**Lorsque, au début mai, la spéculation contre la dette publique grecque a menacé d'affecter l'ensemble de la zone euro, les chefs d'État des pays concernés, sous la houlette de Merkel et Sarkozy, ont fini par consentir à aider la Grèce à honorer ses dettes auprès des banques françaises et allemandes. Puis, ayant récompensé les spéculateurs en garantissant leurs gains, les présidents ont convié le peuple à respirer, car l'euro était sauvé.**

Le répit a été bref, car les spéculateurs, toujours le même petit nombre de grandes banques internationales sans qui rien ne se fait dans la finance, ont commencé à se tourner vers les dettes publiques d'autres États européens. Le 9 mai, les dirigeants de la zone euro ont décidé alors d'un fonds de garantie de 750 milliards d'euros, qui devait permettre à chaque pays attaqué par une spéculation de se défendre. Ils ont même permis à la Banque centrale européenne d'acheter des titres de dette des États. Ce que cette dernière a fait immédiatement, pour un montant de 16,5 milliards d'euros en une semaine, auprès d'institutions financières dont le nom n'est pas révélé. Mais qui d'autre que BNP Paribas, le Crédit Agricole, la Deutsche Bank et leurs semblables peut détenir de telles quantités de dette publique grecque, portugaise et irlandaise? Quoi qu'il en soit,

ces institutions financières ont ainsi vu du papier à la valeur incertaine remplacé par du bon euro sonnante et trébuchant, et prêt à repartir sur le marché spéculatif. La confiance entre banques devait théoriquement s'en trouver renforcée et leur opérations facilitées. Et de fait, grâce à ce sang frais, le cours des actions des grandes banques européennes fit un bond en avant spectaculaire.

Mais ce vaste transfert des caisses publiques des États européens dans les caisses privées des banques européennes a un prix, et les gouvernements ont prévu de le faire payer aux travailleurs par des plans d'austérité dans chacun des pays de la zone euro. Grâce à quoi, l'euro serait vraiment sauvé. Du moins les gouvernements, leurs oppositions parlementaires, les commentateurs autorisés et le FMI l'affirmaient en chœur. Les populations auraient pu

respirer... si elles n'avaient pas été en voie d'être étranglées par les plans d'austérité.

Mais voilà que, quatre jours après, les Bourses européennes recommençaient à baisser et l'euro à reculer face au dollar. Cette fois c'est, paraît-il, parce que les plans d'austérité menaceraient la reprise de l'économie réelle. Cette fois les « marchés » seraient préoccupés parce que le remède censé sauver la circulation financière était en train de tuer l'économie productive en appauvrissant ses clients potentiels!

Réunis une fois de plus en urgence lundi 17 et mardi 18 mai, les dirigeants politiques de l'eurozone cherchent dorénavant la pierre philosophale dans des « plans concertés ». Ces derniers permettraient de donner le beurre aux banquiers, en mettant évidemment les populations au pain sec, mais en faisant tout de même tourner l'économie. Cette concertation consisterait à soumettre les projets de budget des divers États européens à la Commission européenne avant leur vote par les Parlements nationaux.

Ce projet a soulevé des protestations de divers bords, au nom de « l'indépendance

nationale ». Ce qui prête à sourire car, en guise d'indépendance, les États se soumettent avec un bel ensemble aux décisions des « marchés » et décident les uns après les autres de plans d'austérité absolument similaires. De plus, l'attitude des pays les plus puissants, la France et l'Allemagne, vis-à-vis de la Grèce montre que l'indépendance économique de cette dernière est fort limitée.

Mais, même en admettant que l'Europe parvienne à se donner ce que Lagarde appelle un « gouvernement économique », ce qui est loin d'être fait tant les États et les bourgeoisies peuvent avoir d'intérêts divergents, cela ne ferait que déplacer le problème. Car c'est faire fonctionner le système capitaliste lui-même qui tient de la quadrature du cercle. Sarkozy, Merkel et les autres ne font que courir les yeux bandés derrière les volontés du capital, sans contrôler quoi que ce soit. Et le seul « plan » raisonnable pour sortir de la crise serait la révolution sociale et le contrôle de la population sur l'économie, en commençant par l'expropriation des banques.

Paul GALOIS



## Les licenciements relancent les profits

Comme plusieurs grandes entreprises industrielles européennes, le groupe allemand Bayer, le groupe français Pernod-Ricard ou le groupe britannique AstraZeneca, Siemens annonce des profits en hausse pour l'année en cours. La multinationale allemande vient de relever sa prévision de bénéfices de 6,5 à 7,5 milliards d'euros. Sur le trimestre de janvier à mars 2010, Siemens a réalisé un bénéfice d'exploitation en hausse de 16 %, à 2,14 milliards d'euros. « Nous bénéficions surtout des mesures prises très tôt pour améliorer notre compétitivité », a déclaré Peter Löscher, le président du directoire de Siemens, faisant en cela référence aux mesures de « réduction des coûts », c'est-à-dire aux fermetures d'usines et aux suppressions de postes décidées en 2008 et 2009.

Le conglomérat Siemens compte plus de 400 000 salariés dans le monde. Il avait déjà supprimé 23 000 emplois fin 2009, mais en mars dernier il a annoncé la suppression de 4 200 autres emplois sur les 35 000 que comprend la branche des services informatiques, qui serait externalisée. En France, en mars dernier, les travailleurs de l'usine Siemens de Saint-Chamond, dans la Loire, apprenaient la fermeture de leur usine.

Les patrons ne font pas de quartier. Alors, ou bien ils continueront à avoir les mains libres pour augmenter leurs profits en fabriquant des chômeurs, ou bien les travailleurs seront capables de leur faire suffisamment peur pour leur arracher une part de leurs profits.

A.R.



## • Espagne

# Coupes dans les dépenses de l'État aux dépens des travailleurs

**L'Espagne n'a pas échappé à la spéculation sur la dette publique. La semaine même où le président socialiste Zapatero annonçait la fin de la récession, la Bourse perdait 10% et le montant de la dette publique (500 milliards) grimpait à un rythme inédit. Le lundi 10 mai, la ministre de l'Économie, Elena Salgado, annonçait une réduction des dépenses publiques de quinze milliards pour 2010 et 2011 et, le mercredi, le président socialiste Zapatero lui-même présentait devant les députés les mesures pour y parvenir: baisse des salaires des fonctionnaires de 5 % en moyenne, gel de la plupart des pensions de retraite, réduction des dépenses sociales et des investissements publics. Pas une seule mesure qui ne soit une attaque contre les travailleurs, justement ceux qui ne sont en aucune façon responsables de la crise!**

Comme pour la Grèce, la crise en Espagne est issue de la spéculation, en l'occurrence sur la dette publique, qui permet aux détenteurs de capitaux d'empocher en un rien de temps des profits faramineux en contribuant à endetter davantage l'État. Mais si la dette a

pu atteindre 11,4% du PIB, c'est parce que l'État avait fait pleuvoir la manne de l'argent public pour toutes sortes de cadeaux au patronat et à la finance. Ainsi, 9 milliards ont été donnés l'an dernier au secteur automobile pour encourager les ventes, et surtout 150 milliards ont été

mis à «disposition» du système financier... des milliards qui manquent donc à l'État et qui servent à spéculer sur la dette qu'il a contribué à creuser! On comprend que le patronat n'ait pas protesté contre des mesures qui font qu'encore une fois ce sont les travailleurs qui paient pour leurs profits.

Le gouvernement ne ménage pas ses efforts pour expliquer que c'est un mal nécessaire et convaincre du bien-fondé des mesures. En baissant les salaires des 2,8 millions de fonctionnaires de 30 à 200 euros par mois, le gouvernement entend récupérer 4 milliards d'euros. Zapatero et ses ministres ont commencé par donner l'exemple – la seule mesure qui a suscité l'adhésion de l'ensemble de l'opinion! Mais ils ont rapidement embrayé sur tous les faux arguments qui

visent à diviser les travailleurs du privé et du public, développant l'idée que jusque-là seuls les chômeurs avaient payé la crise et que «l'avantage» de la sécurité de l'emploi dont bénéficient les fonctionnaires valait bien une baisse du salaire!

4,6 millions de chômeurs, plus de 20 % de la population active, paient en effet la facture de la crise. Mais ce sacrifice dramatique pour les classes populaires ne sert qu'à maintenir au plus haut les profits d'une minorité: 42 milliards par exemple pour l'équivalent espagnol du CAC40, 12,6 milliards pour les banques l'année dernière! Parmi les mesures les plus impopulaires figurent les diminutions des dépenses sociales comme le «chèque bébé» de 2 500 euros, ou des indemnités réduites pour les handicapés mais surtout le gel des

pensions de retraite pour 2011, qui concerne 6 des 8,6 millions de retraités.

Face au tollé sur les retraites, les déclarations se veulent rassurantes, Zapatero garantissant que l'inflation constatée en novembre prochain sera prise en compte pour 2011. Reste qu'il s'agit de récupérer un milliard et demi sur les retraites... Quant aux six milliards d'économies sur les investissements publics, si la mise en application de cette mesure reste dans le flou, il est sûr qu'elle aura des répercussions sur les emplois et les salaires.

Si le gouvernement arrive à ses fins, les 15 milliards atterriront bien chez les banquiers mais manqueront en partie à la consommation, et c'est toute l'économie qui en sera affectée.

Hélène GRILLET

## Une opposition de droite plus offensive que celle des dirigeants syndicaux

**L'opposition de droite espagnole, avec le Parti Populaire de Rajoy, n'a pas manqué de fustiger le gouvernement socialiste. Ce parti, qui n'en finit pas de réclamer l'austérité pour les classes populaires, voudrait que Zapatero soit moins timoré sur ce terrain.**

Par ailleurs, il s'est aussi permis de critiquer certaines mesures comme celle de la baisse du financement public des partis politiques. Ce parti de droite, réactionnaire, empêtré aujourd'hui dans des affaires de corruption, n'en finit pas d'attaquer la mollesse d'un gouvernement qui, après avoir nié la gravité de la crise, se contenterait d'un plan de rigueur timide. Il conteste tout simplement la capacité du gouvernement à le mener à bien et appelle donc à la mise en place d'un nouveau gouvernement. Dans cette joute, Zapatero joue le consensus politique et invite maintenant le PP à discuter et à participer à la mise en place des mesures de rigueur.

Quant aux syndicats, dont les deux syndicats majoritaires, l'UGT liée aux socialistes et Commissions Ouvrières (CCOO), lié au PC, ils n'ont pas tardé à protester. Il faut dire que depuis des mois Zapatero leur avait fait la promesse de ne procéder à aucune coupe dans les politiques

sociales. Alors ils ont appelé dès le 13 mai à des rassemblements pour le 20 mai, puis à une grève générale de la fonction publique pour le 2 juin. Mais le moins que l'on puisse dire est qu'ils essaient de jouer le jeu de la concertation avec le gouvernement.

Zapatero n'a même pas fait semblant de prendre la moindre mesure qui fasse payer un peu les plus riches, que ce même gouvernement avait exonérés de l'impôt sur le patrimoine. Mais les dirigeants syndicaux diffèrent les échéances. La grève générale de la fonction publique pour le 2 juin vient d'être reportée déjà au 8 juin, quatre jours plus tard. Le prétexte invoqué est la mise en place d'une réunion de «dialogue social» avec le ministre du Travail, où seraient discutées les mesures qu'un prochain Conseil des ministres doit adopter et faire appliquer par décret. Si les syndicats dénoncent les mesures, ils n'en sont pas moins toujours pour «un effort partagé», comme le résume la



**Dans une manifestation syndicale espagnole : Travailleuses et travailleurs, nous ne sommes PAS coupables de la crise.**

déclaration du dirigeant de CCOO: «La reprise de l'activité économique et de l'emploi exige un compromis de tous, gouvernement, organisations patronales, syndicats et forces politiques.» Et leur «opposition totale», qui pour l'instant ne s'est traduite que dans les paroles, pourrait bien être revue et corrigée si le gouvernement acceptait un simulacre de discussion, que ce soit sur la mise en place du gel des pensions pour l'année prochaine

ou sur les nécessaires mesures à prendre (mais combien inefficaces) pour se protéger des mesures spéculatives.

Il est significatif que, depuis des mois, ces mêmes syndicats discutent avec le patronat et le gouvernement pour négocier une réforme du travail censée faciliter l'emploi, mais qui se traduira par des indemnités de licenciement revues à la baisse et une diminution des charges patronales.

Les travailleurs ont toutes

les raisons de ne pas attendre des syndicats une riposte à la mesure des attaques du gouvernement. Mais il peut dépendre d'eux, de ces travailleurs, qu'ils fassent entendre leur colère, leur refus de faire les frais de la crise qu'ils payent déjà lourdement, et reprennent confiance dans la force qu'ils représentent en trouvant le chemin de la lutte d'ensemble pour faire payer les vrais responsables de la crise.

H. G.



• États-Unis

## Des compagnies pétrolières qu'Obama a bien servies

**Bien qu'à l'heure où nous écrivons les nappes de pétrole n'aient pas atteint les côtes américaines, il semble bien que la pollution due à l'explosion de la plateforme pétrolière de BP dans le golfe du Mexique soit de bien plus grande ampleur que ce qui était envisagé jusque-là.**

Selon des scientifiques, la quantité de pétrole qui jaillit du puits, d'abord estimée à mille barils par jour, puis à 5000 barils (800 000 litres) par jour, serait en fait beaucoup plus importante. D'autres scientifiques ont découvert, dans les profondeurs des eaux du golfe, de gigantesques masses de pétrole mélangées à l'eau, dont l'une a 900 mètres d'épaisseur, près de cinq kilomètres de large et quinze kilomètres de long ! Et pour l'instant tous les efforts pour stopper cette monstrueuse fuite n'ont abouti qu'à pomper un millier de barils par jour, laissant toujours échapper la très grande majorité du pétrole.

Barack Obama est monté

lui-même au créneau contre les responsables de cette catastrophe: BP, condamné à de multiples reprises pour manquement à la sécurité de ses installations, de même que Transocean, l'opérateur de la plate-forme, et Halliburton, autre sous-traitant intervenu sur le puits la veille de l'explosion. Il a même mis en cause le gouvernement fédéral... celui de Bush et de ses prédécesseurs: «*Pendant trop longtemps, depuis dix ans ou plus, une relation douillette s'est établie entre les compagnies pétrolières et l'agence fédérale qui les autorise à forer*», a-t-il dit.

Mais Obama lui-même n'a pas failli à la tradition puisqu'il a nommé à la tête du ministère responsable Ken Salazar, un homme lié à l'industrie pétrolière, choisi, d'après Obama lui-même, parce qu'il «*serait un régisseur fidèle et pragmatique de nos ressources naturelles*» ! Et comme par le passé l'agence fédérale MMS, Management Minerals Service, qu'il supervisait, a continué à délivrer des permis de forage alors que les compagnies pétrolières deman-

deuses n'avaient pas obtenu les autorisations préalables, pourtant en principe obligatoires, concernant les risques pour l'environnement.

Depuis janvier 2009, MMS a délivré pas moins de 349 autorisations de forage, dont celui qui a abouti à la catastrophe d'aujourd'hui, qui a tué onze personnes et en a blessé dix-sept. En fait ce sont des milliers de puits qui exploitent ainsi la partie occidentale du golfe du Mexique.

Moins d'un mois avant l'explosion, Obama avait annoncé son intention d'étendre les zones de forage à la partie orientale du golfe et en Alaska – dans des zones protégées depuis vingt ans par un moratoire – à la grande satisfaction des compagnies pétrolières. Il reprenait ainsi l'essentiel d'un projet de Bush. Lui qui prétend avoir une politique d'énergies propres a dû se livrer à quelques contorsions sur la nécessité dans l'immédiat d'assurer la sécurité et l'indépendance énergétique du pays, d'aider à la relance économique et de créer des emplois, afin justement de pouvoir développer des énergies propres ! Et il en a profité



La catastrophe du golfe du Mexique, signée BP.

pour encenser son ministre, Ken Salazar, pour le travail accompli et affirmer que, «*sous la direction de Ken Salazar, nous allons employer de nouvelles technologies qui réduiront les risques de l'exploration pétrolière. Nous allons protéger les zones qui sont essentielles pour le tourisme, l'environnement et notre sécurité nationale.*»

On comprend l'embarras d'Obama, qui maintenant fait montre de fermeté et promet maintes réformes «*pour que cela n'arrive plus*». Il propose de réformer la MMS, qui aujourd'hui à la fois délivre les autorisations de forage, est censée veiller à la sécurité, et touche des royalties sur le pétrole extrait ! Il dit vouloir obliger les responsables de la catastrophe à en payer les frais, et pour cela changer la loi qui limite à 75 millions de dollars ce à quoi ils peuvent être condamnés, en plaçant la barre à 10 milliards

de dollars.

Tout cela n'est que poudre aux yeux. Il est évident que ni BP, ni Transocean ou Halliburton, ou toute cette chaîne de complicités internes à l'administration, ne pourront compenser la perte de onze vies humaines, et qu'ils ne compenseront – s'il le font un jour – qu'une infime partie des dommages qu'ils auront causés. Et de telles catastrophes se reproduiront inévitablement, tant que la course au profit écartera la plupart des mesures de sécurité pourtant bien connues, tant qu'elle mènera à une exploitation sauvage des hommes et de la nature.

Les grands groupes capitalistes imposent leur loi à toute la société et les gouvernements sont là pour les aider à perpétuer leurs méfaits et à les faire accepter par la population.

**Dominique CHABLIS**

• Russie

## Après la tragédie de Rapsadskaja

# Les autorités se déchaînent contre les mineurs

**Le 13 mai, cinq jours après la double explosion meurtrière à Rapsadskaja, une des plus importantes mines de charbon de Russie, les autorités ont abandonné recherches et secours, expliquant qu'il n'y avait plus d'espoir de retrouver âme qui vive.**

Cette catastrophe, l'une des plus terribles depuis la fin de l'Union soviétique, a dévasté la mine jusqu'en surface, causant la mort de 66 mineurs et sauveteurs, ainsi que la disparition de 24 autres, selon les chiffres officiels. Le syndicat indépendant local des mineurs, qui conteste ce chiffre, estime que plus d'une centaine de travailleurs ont péri sous terre.

Le 14 mai, après l'arrêt des opérations de sauvetage, 2000 mineurs et leurs proches manifestaient sur la grand-place de Mejdouretchensk, la principale agglomération de la région.

Ils protestaient notamment contre les mensonges débités par les médias qui, contrepoint des larmes de crocodile

répandues par le Premier ministre Poutine devant les caméras, avaient affirmé que, si la vie de mineur est risquée, la paie serait confortable. Des salaires de 80 000 roubles, l'équivalent de 2 120 euros, soit quatre fois le salaire moyen ouvrier en Russie, ont ainsi été évoqués, s'indignant des manifestants sur une chaîne de télévision locale. Lors de ce reportage – présenté comme non censuré, mais les téléspectateurs s'en seraient doutés, vu les propos tenus – des mineurs ont expliqué qu'en réalité ils touchaient au mieux 35 000 roubles (920 euros). Et encore, à condition d'enfreindre la plupart des règles de sécurité pour atteindre les normes fixées par la compagnie Evraz du riche Roman Abramovitch. Car, si l'on respecte ces règles, la paie tombe à 15 000 roubles (400 euros), un salaire bien insuffisant pour faire vivre une famille.

Les deux questions étant liées, la revendication d'un salaire minimum garanti de 25 000 roubles et celle du respect

des règles de sécurité par la direction elle-même figuraient au premier rang des exigences des manifestants. Une façon de répondre par avance à Poutine – en fait, à ses menaces contre les mineurs – qui venait de promettre que la justice poursuivrait «*tous les responsables*» des infractions à la sécurité.

Interpellant le représentant local du Kremlin, le gouverneur de la région de Kemerovo, Aman Touléev, dont les locaux se trouvent sur la place centrale de la ville, les mineurs et leurs proches l'entendirent répliquer: «*Nous n'allons pas nous mettre à vous défendre contre les milliardaires.*» D'où la colère des manifestants, qui n'avaient même pas obtenu de garanties quant à leurs conditions de reclassement dans d'autres mines de la région (des questions de «*voyous, de bout de gras et de vodka*», selon le même gouverneur).

Alors, pour se faire entendre, plusieurs centaines d'entre eux décidèrent d'aller bloquer la ligne de chemin de fer voisine – une forme de protestation

répandue en Russie.

Le temps de faire venir des OMON (les CRS russes) de régions voisines, car ceux de Mejdouretchensk ne semblaient pas disposés à frapper des gens qu'ils connaissaient et qui venaient d'échapper à la mort, les autorités leur ordonnèrent de dégager la voie. Les rares images qui ont été prises montrent des OMON abrités derrière d'immenses boucliers, se déchaînant à coups de matraques contre des hommes et des femmes sans

défense. Des dizaines de blessés, 28 arrestations: le gouverneur Touléev justifie le tout en parlant de «*provocation*».

Être sortis vivants d'une mine qui s'appelle Rapsadskaja («*effondrement*», «*ruine*» ou «*décadence*» en russe) et exiger des autorités complices des directions de mine qu'elles garantissent des conditions d'existence décentes aux mineurs, c'est une provocation pour ceux qui gouvernent la Russie.

**Pierre LAFFITTE**

Au sommaire de **LUTTE DE CLASSE n° 128** (mai-juin 2010)

- *La crise dite de la «dette grecque» : l'économie au bord du volcan*
  - *République d'Irlande : La classe ouvrière entre crise et le « partenariat social » des appareils syndicaux*
  - *France : La droite après sa défaite aux élections régionales*
  - *La « réforme » des retraites : une politique visant à abaisser le niveau de vie des retraités au profit du patronat*
  - *Italie : La Mafia, l'État et l'économie capitaliste*
- Prix : 2 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,56 euro



# Samedi 22, dimanche 23 et lundi 24 mai

## week-end de la Pentecôte à Presles (Val-d'Oise)

# La Fête de Lutte Ouvrière

Notre Fête ouvre ses portes, les 22, 23 et 24 mai. Pour trois jours de spectacles, de débats, de dégustations, mais surtout – et ce n'est pas le moins important – trois jours de fraternité. Car notre fête ne se veut pas une parenthèse destinée à nous faire oublier, l'espace d'un week-end, les difficultés qui assaillent les classes populaires. C'est au contraire une occasion, rare, de discuter pour mieux comprendre les situations, et pour mieux se comprendre. Pas à la manière de commentateurs qui se contenteraient d'observer, mais comme des acteurs qui veulent intervenir afin que les choses changent. Vous trouverez dans ces pages centrales l'essentiel de ce qui est proposé durant ces trois jours. Des dépliants spéciaux sont distribués à la Fête elle-même, concernant les différentes activités : les films et leurs horaires, les débats et conférences scientifiques et politiques. Vous pouvez ainsi faire votre propre emploi du temps, choisir votre programme. Alors bonne Fête, « tous ensemble, tous ensemble, oui ! », comme on a plaisir à le scander dans les manifestations !

## Au Grand Podium

Samedi 22 mai	Dimanche 23 mai	Lundi 24 mai
14 h CALLE FACCION, salsa	14 h ENTRE 2 CAISSES, chansons à textes	13 h WANTED, PROCES SPECTACLE par la COMPAGNIE JOLIE MÔME, théâtre chanté
15 h 15 MO ILO, swing manouche	15 h 45 KARIMOUCHE chante, slame et swingue	16 h 15 HK & LES SALTIMBANKS chanson française naturalisée
17 h PRINCES CHAMEAUX, chanson rock'n roll	17 h 45 MAMANE MALMENE LES MOTS one man show	
20 h 30 CARMEN MARIA VEGA, chanson française	21 h LES BLÉROTS DE R.A.V.E.L chanson festive, rythmes slaves et tziganes	

**Ouverture samedi 22 mai de 11 h à 23 h, puis du dimanche 23 mai à 9 h au lundi 24 mai à 20 h**



Notre camarade Nathalie ARTHAUD prendra la parole au cours de deux meetings sur le Grand Podium dimanche 23 mai à 15 heures et lundi 24 mai à 15 heures.

## Au Petit Théâtre

Samedi 22 mai	Dimanche 23 mai	Lundi 24 mai
14 h 30 Les bouffons, opéra-bouffe par la troupe des Moyens du Bord	13 h 30 Les bouffons, opéra-bouffe par la troupe des Moyens du Bord	11 h 45 Bab'Tou Jam, percussions africaines
16 h 30 La ruelle en chantier, variété française festive	16 h La Rabia, chanson rock politique	13 h 30 Les Bas de Jeanne, world musette
18 h 30 Flamboyant, musique antillaise	17 h 45 99 jours : les troubles, théâtre, sur la grève des boutonniers de Méru en 1909 par la Compagnie Oui Théâtre,	16 h Le cuisinier dit au lapin : faisons un civet ensemble par le Groupe Théâtre de l'Opprimé GTO, théâtre-forum sur le salariat
21 h M'Bolo afro-jazz, avec Jef Sicard accompagné de Joël Sicard, Fred Mouchanat, E. et T.Levêque	20 h Bazar et Bémols, nouvelle scène française	18 h Blues non stop, comme son nom l'indique...
	21 h 45 Moonlight swampers, reprises country-rock	



## Forums-débats au chapiteau Karl-Marx

**Dimanche à 12 h : Automobile : la dictature du profit et de la productivité... et les réactions qu'elle suscite chez les travailleurs, avec des militants de Lutte Ouvrière de l'automobile.**

**Dimanche à 18 h : Haïti après le tremblement de terre : une catastrophe sociale qui s'aggrave. Avec l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)**

**Dimanche à 21h : la lutte des travailleurs de Continental. Débat précédé des extraits du film de Jérôme Paltaud.**

## À la Guinguette

**Samedi :** Cirque Uhler, Groover (Variété française), That's All Folk (Folk song), BSH (trio rock),

**Dimanche :** Cœur Églantine (Chants de lutte), Gumbo Combo (Rockabilly, Blues et Boogie Woogie), Stuff Session (Funck Rock), Reddef

(Rock), Cirque Uhler,

**Lundi :** Flying Goose Band (standard de Jazz), Ça Dénote (Chansons populaires), Gumbo Combo (Rockabilly, Blues et Boogie Woogie), Rouge Java (chansons années 30), Chansons de Boris Vian,

Le groupe de Jean-Claude Gombault animera un bal samedi et dimanche soir.

## Dans les allées de la Fête

Des groupes de musique et de chant dans tous les genres et à tout moment au détour des allées : Bazar et Bémols, Blues non stop, Bonnets M, Boris Vian, Ça dénote, Chansons R, Cirque Uhler, Chœur Églantine, Country Folk Music Limited, Flying Goose, France Gall, Grenouille, Gumbo Combo, Jack, Marie-France, Moonlight Swampers, Pervin, Rouge Java, Staccato et Legato.

## Horaires des cars

Durant les heures d'ouverture de la Fête, le retour en autocar vers le métro est assuré toutes les vingt minutes environ durant la journée, toutes les heures durant la nuit du bal.

## Au Village médiéval

Des animations toute la journée : démonstrations d'escrime, maniement d'armes d'ast (armes longues), mise en armure d'un chevalier, danses médiévales au son de la cornemuse, du tambour et de la citole. Et procès d'un genre particulier : on jugera devant vous, trois truies et un cochon !

Et puis des artisans du Moyen-Âge : enlumineurs, sellier d'art, potier, forgerons,

vannier. Et Dame Cornélie qui fabrique son pain en racontant des histoires.

Le soir, en nocturne le spectacle des voleurs de feu conclura la journée.

Des conférences :

**Samedi à 16 h : Blaise DUFAL (EHESS) :** « Orient/Occident au Moyen-Age : le mythe des civilisations »

**à 17 h : Joël CHANDELIER** de l'Université Paris 8 « Qu'a

apporté la médecine arabe à l'Occident ? »

**Dimanche à 11 h : Julien DEMAZDE,** chercheur spécialiste de l'Allemagne médiévale « la domination seigneuriale (VIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle) »

**à 14 h : Nicolas OFFENSTADT** de l'Université Paris Sorbonne : « Y-a-t-il un sentiment national au Moyen-Âge ? »



### Allée de la Diane

- 1 Les ballons de la Fête
- 2 Bowling
- 3 Mini golf
- 4 Accueil Nord
- 5 La halle aux jeux de la Diane
- 6 Le serpent à lumière
- 7 La mare aux canards
- 8 Arbalète
- 9 Les mots fléchés - PTT 17
- 10 Le bouquiniste (livres d'occasion)
- 11 Chorba - thé - gâteaux PSA Aulnay-Saint Ouen (93)
- 12 Disques
- 13 Le manège enfantin
- 14 Marionnettes
- 15 Halle aux jeux du cèdre
- 16 Aux moules frites
- 17 Podium de la Diane
- 18 A vos pinceaux
- 19 Quiches et tartes L'Oraines Metz - Renault Sovab

### Place du Grand Podium

- 20 Accueil Est
- 21 Accueil Bourgogne
- 22 La cave à fromages
- 23 La fondue jurassienne
- 24 Les mollets d'acier
- 25 Barbe à papa
- 26 Jus de fruits, milk-shakes
- 27 L'escargot
- 28 Crêpes canadiennes Continental/Compiègne
- 29 Bonbons- Angers (49)
- 30 Harengs de la Baltique - saumon fumé - Angers (49)
- 31 Flammekueche Grand Motors Strasbourg
- 92 Fraternelité à la menthe

### Esplanade du Château

- 34 Maffé
- 35 UATCI (Afrique - UCI)
- 36 Sculpture
- 37 Sinif Mücadelesi (Turquie - UCI)
- 38 Café turc
- 59 Breakfast, coffee, cakes
- 60 Lutte Ouvrière Hôpitaux
- 61 Brin de fantaisie Hôpital Sainte Anne
- 62 Soupe aux choux
- 63 L'Internationale (Italie - UCI)
- 64 O.T.R (Haïti - UCI).
- 65 Marmite haïtienne
- 66 Combat Ouvrier (Antilles - UCI)
- 67 Menus d'Isles

# Tous les stands de la Fête

### Cité Politique

- 39 Exposition photos : Gérald Bloncourt, le monde ouvrier
- 40 Nouveau Parti Anti-capitaliste (NPA)
- 40 bis Alternative Libertaire
- 41 OKDE

- (Organisation Communiste Internationaliste de Grèce) (Grèce)
- 42 Réseau Éducation Sans Frontières (RESF)
- 43 Tendance CLAIRE
- 44 Parti Communiste du Kurdistan (KKP)
- 45 Fraction trotskyste - Quatrième Internationale
- 46 Alliance for Workers Liberty (Grande-Bretagne)

- 47 Alternative Révolutionnaire Socialiste - Combat
- 48 International Trotskyist Committee (Socialist Fight) (Grande-Bretagne)
- 49 Ligue pour la Cinquième Internationale
- 50 Tendance Bolchévique Internationale (Grande-Bretagne)
- 51 Gauche Révolutionnaire - CIO (Comité pour une Internationale ouvrière)
- 52 Mouvement Communiste International/Compiègne
- 53 Coordination 93 de Lutte pour les Sans-papiers
- 54 Fraction l'Étincelle
- 55 Revolutionary History - Marxist Internet Archive (Grande-Bretagne)
- 56 Centre d'Étude et de Recherche sur les Mouvements Trotskystes et Révolutionnaires Internationaux (CERMTRI)
- 57 Gauche Communiste du PCF
- 58 CNT

### Place de la Guinguette

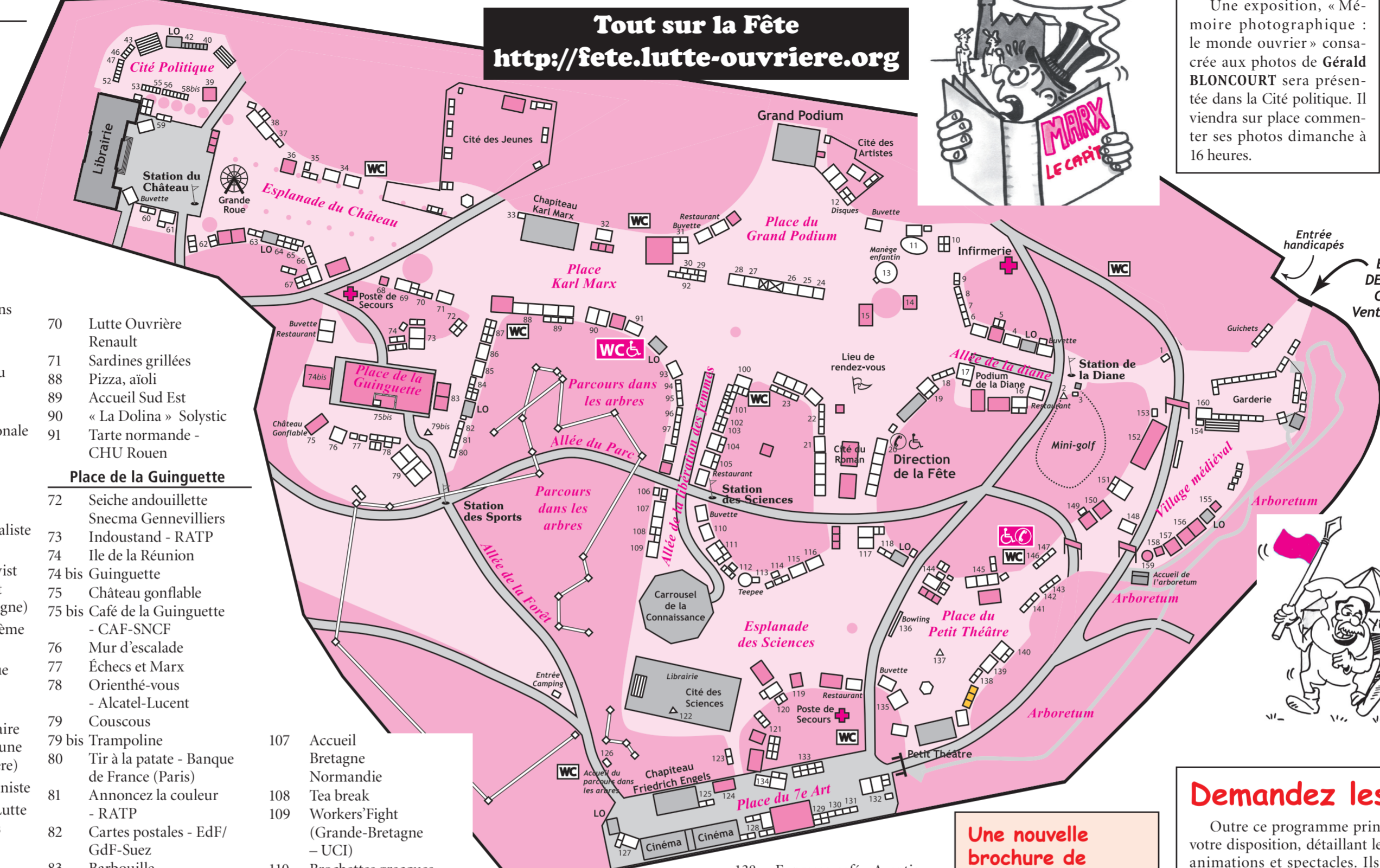
- 70 Lutte Ouvrière Renault
- 71 Sardines grillées
- 88 Pizza, aïoli
- 89 Accueil Sud Est
- 90 « La Dolina » Solystic
- 91 Tarte normande - CHU Rouen
- 72 Seiche andouillette Snecma Gennevilliers
- 73 Indoustand - RATP
- 74 Ile de la Réunion
- 74 bis Guinguette
- 75 Château gonflable
- 75 bis Café de la Guinguette - CAF-SNCF
- 76 Mur d'escalade
- 77 Échecs et Marx
- 78 Orienthé-vous - Alcatel-Lucent
- 79 Couscous
- 79 bis Trampoline
- 80 Tir à la patate - Banque de France (Paris)
- 81 Annoncez la couleur - RATP
- 82 Cartes postales - EdF/GdF-Suez
- 83 Barbouille
- 84 Lard'n salad
- 85 La coupe est pleine
- 86 Accueil Champagne Ardenne
- 87 Mêlez-vous de vos salades Snecma Corbeil

### Allée de la libération des femmes

- 93 Accueil Centre (Limoges, Orléans, Montargis, Bourges, Vierzon, Nevers)
- 94 Fléchettes
- 95 Jambon du Morvan
- 96 Brico'LO - Orléans
- 97 Le monde à la carte - Aulnay-sous-Bois
- 98 Mettez-vous au parfum
- 99 Accueil Tours, Angers, Poitiers, Cholet
- 100 Dolce vita
- 101 Au partage des profruits
- 102 Le grain de folie - Hôpitaux, Chèques Postaux, SNCF - Limoges
- 103 Le frondeur du Poitou Fonderies du Poitou
- 104 Salades gourmandes - Orléans
- 105 Gaufres de Picardie
- 106 Tir à plomb - Chantiers de l'Atlantique STX

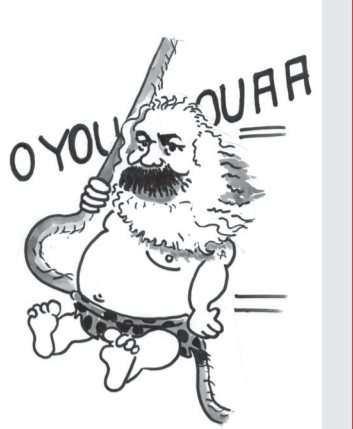
### Place Karl Marx

- 32 Gaufres de Liège et bières belges fruitées - Alsace Lorraine
- 33 Dédicaces
- 68 Mosaïques
- 69 Accueil Chartres, Le Mans



**Expo photos**  
 Une exposition, « Mémoire photographique : le monde ouvrier » consacrée aux photos de **GÉRALD BLONCOURT** sera présentée dans la Cité politique. Il viendra sur place commenter ses photos dimanche à 16 heures.

**Le Parcours dans les arbres**  
 Tous ceux qui aiment les sensations fortes pourront découvrir un parcours aérien permettant de se déplacer d'arbre en arbre à plusieurs mètres de hauteur. Échelles, ponts de singe, tyroliennes, filets, rien ne manque pour se faire peur en toute sécurité, le parcours se faisant sous la surveillance de moniteurs diplômés.  
 (Parcours soumis à des conditions de taille et d'âge)  
 Prix : 4 euros par personne.



**La Cité Politique**  
 La Cité Politique est un espace où s'expriment les groupes qui, dans le cadre de la Fête, veulent présenter leurs idées quant à la défense des intérêts du monde du travail.  
 Des militants de Lutte Ouvrière et d'organisations appartenant au même courant politique développeront le programme qu'ils mettent en avant en cette période de crise profonde du capitalisme, où la défense des idées communistes est d'une brûlante actualité. Ils feront part des réalités politiques et sociales auxquelles ils sont confrontés; de leurs difficultés mais aussi de leurs réussites.  
 L'espace de la Cité Politique est également ouvert aux groupes politiques invités qui peuvent y présenter les sujets de leurs choix.  
 Un programme spécial "Forums" sera disponible dans tous les stands Lutte Ouvrière.

**Samedi à 17 heures à la Cité politique, le NPA et Lutte Ouvrière débattront de la période et des tâches qui en découlent.**



**Demandez les programmes**  
 Outre ce programme principal, plusieurs dépliants sont à votre disposition, détaillant les lieux et horaires des multiples animations et spectacles. Ils sont disponibles dans tous les stands Lutte Ouvrière-Renseignements, en voici la liste :  
 • Les cinémas  
 • La Cité des Sciences  
 • Les animations dans les allées  
 • Les débats de la Fête  
 • Les animations de la Cité Médiévale

**Les bons d'achat LO**  
 Pendant les trois jours, euros et bons d'achat LO peuvent être indifféremment utilisés dans l'enceinte de la Fête. Si vous avez acquis des bons d'achats à l'avance, vous bénéficiez d'une réduction de 20 % sur tous vos achats (sauf au tabac, payable en euros uniquement). Il n'y a pas de distributeur de billets de banque dans la fête.

**Pour des raisons de sécurité et de propreté, les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la Fête. Toutes nos excuses...**

**Pour les enfants... tout est prévu !**  
 Les bébés (au-dessus de trois mois) peuvent être accueillis à la garderie, où des camarades attentifs s'occupent d'eux. Par ailleurs, une installation à langer, en libre service, est à la disposition des parents.  
 S'ils sont un peu plus grands, ils peuvent aller se divertir à la Cité des Jeunes, où de nombreuses activités leur sont offertes : maquillage, jeux, dessins animés, etc. Au risque de ne plus pouvoir les convaincre d'en sortir pour rentrer à la maison !

**Une nouvelle brochure de Lutte Ouvrière**  
**Les religions et les femmes (2 euros)**

**Venez le mettre en échec !**  
 Jean-Philippe Karr, Maître International d'échecs, jouera une partie simultanée contre 25 joueurs, dimanche 23 mai à 16 h, place de la Guinguette

**Concours de la plus belle photo de la fête**  
 Chaque participant pourra envoyer une ou deux photos numériques prises pendant la fête (deux millions de pixels minimum) au mail suivant : fete.lutteouvriere@free.fr entre le samedi 22 mai et le mardi 25 avant minuit.  
 Trois photos seront sélectionnées et publiées dans Lutte Ouvrière. Les auteurs gagneront un abonnement gratuit de six mois pour la personne de leur choix.

**Abonnement spécial-fête**  
 À la Fête, vous pouvez souscrire un abonnement promotionnel à notre hebdomadaire Lutte Ouvrière et à notre mensuel Lutte de Classe : 20 euros pour six mois (dans les stands Lutte Ouvrière)

- 129 Huitre ouvrière - CHU Rennes
- 130 Voz Obrera
- 131 Tapas y sangria - Carnaud (Laon)
- 132 Churros - ADP - Air France - Le Bourget
- 133 Tortilla y sepia (tapas) - Paella valenciana
- 135 Billard - La Poste Paris
- 136 Bowling - La Poste Paris 14
- 137 La boule maboule - Ardennes

- 138 Espresso café - Aventis
- 139 Crêperie - Sanofi Aventis Vitry sur Seine
- 140 Glaces et profiteroles
- 141 Petit atelier
- 142 Accueil Clermont-Ferrand
- 143 Fromages d'Auvergne
- 144 Le fraiseur - Services financiers de la Poste - Ile de France
- 145 Spécialités lyonnaises
- 146 Y'a les boules - Ardennes
- 147 Artisanat des gones
- 148 Buvette frites
- 149 Forge
- 150 Forge ancienne - Alsthom Belfort
- 151 Rôtisserie de Sire Renault
- 152 Taverne de Maître Taillevent - Petit salé aux lentilles
- 153 Galette saucisse
- 154 Boissons médiévales
- 155 Four à pain
- 156 Espace conférence - Calligraphie
- 157 Vannerie
- 158 Armes et armures
- 159 Tour de poterie
- 160 Accueil des tout-petits



## La Cité des Sciences

un vaste chapiteau dédié aux sciences

### Une librairie scientifique

#### Des «mini-conférences»

Pour satisfaire toutes les curiosités... Démonstrations à l'appui, des conférenciers se relaient pour expliciter de nombreuses questions :

- Baleines, otaries et sirènes : origine(s) terrestre(s) pour de vrais marins
- Peut-on se protéger des séismes ?
- Handicap visuel et accessibilité numérique
- La naissance de la spécialisation à la fin de la Préhistoire
- Les lichens, conquérants de l'extrême
- La vie des fourmis
- L'ultrafroid
- La Relativité
- Le fonctionnement de la mémoire
- Les téléphones portables
- Les symétries de la nature Et bien d'autres encore...

#### Des forums-débats avec des scientifiques

**Marc Peschanski.** Refaire de la peau avec des cellules souches : comment, pourquoi ?

**Patrick Forterre.** Une révolution en biologie : les virus, à l'origine de... l'évolution ?

**Dr William Lowenstein.** Alcool, tabac, drogues, médicaments, jeux, sport intensif : l'addiction, une authentique maladie

**Patrick Couvreur.** Nanotechnologies et médecine : l'espoir de cibler les cellules, tissus et organes malades avec les médicaments

**Ahmed Djebbar.** L'âge d'or des sciences arabes : ce qu'elles ont apporté à l'humanité

**Nicolas Gauvrit.** Comment mesurer le hasard. Pouvons-nous choisir au hasard ?

**Jacques-Marie Bardintzeff.** Volcans, séismes et

tsunamis : une planète instable, toujours en évolution

**Arlette Streri.** Comment bébé perçoit-il le monde : le début de la connaissance

**Sébastien Steyer.** La vie sur la Terre avant les dinosaures

**Pierre Tambourin.** Pourquoi les mules ne sont pas des mères poules et 99 questions aux généticiens

**Michel Segonzac.** Voyage en images dans les grands fonds sous-marins

**Nathalie Palanque-Delabrouille.** Matière noire et énergie noire : voir l'univers invisible

**André Klarsfeld.** Les horloges du vivant : comment elles rythment nos jours et nos nuits

**Guillaume Lecointre.** L'évolution, l'œil et la vision

**Vincent Laget.** Quelques principes pour débusquer les fausses sciences

**Et... une cafétéria pour se reposer entre deux...**

Programme détaillé à l'entrée de la fête et à la Cité des Sciences

## Carrousel de la connaissance

### L'Afrique, cinq siècles de pillage par la bourgeoisie

L'Afrique est le berceau de l'humanité. Pendant des millénaires, elle s'est développée à l'égal des autres continents... jusqu'à ce que naisse la bourgeoisie européenne, cette nouvelle classe sociale dont le seul credo est « Enrichissons-nous ! »

Embarquez sur le manège pour 45 minutes de spectacle, et cinq siècles de voyage en terre africaine.

#### Pour ceux qui aiment lire : les librairies

La Librairie du château avec plus de 1 500 titres différents, essentiellement en format de poche : des documents, des témoignages, des livres sur le mouvement ouvrier, des romans.

La Cité du Roman où est présentée une sélection de nombreux romans, récents

ou classiques, classés par thème et par pays.

La librairie de la Cité des sciences, la librairie de la Cité politique, et enfin celle des livres d'occasion.

Sans oublier les librairies des stands de nos camarades des Antilles, d'Afrique ou d'Haïti et d'ailleurs...

## Les débats

### Au Chapiteau Karl Marx

#### Samedi 22 mai

13 h à 14 h Jacques Lederer du Comité National de soutien à Mumia Abu Jamal.

14 h à 15 h Marcel Dorigny, historien : « Esclavage et abolitions : histoire et mémoire ».

15 h à 16 h Bachir Ben Barka sur l'enlèvement de son père Mehdi Ben Barka.

16 h à 17 h 30 Nadia Kaci a recueilli le témoignage des femmes agressées et torturées à Hassi Messaoud en Algérie.

17 h 30 à 19 h Raymond Chauveau, animateur CGT de la grève menée par 6200 ouvriers sans-papiers pour leur régularisation.

19 h à 20 h Larbi Benchiha, réalisateur des films *Vent de sable* et *L'Algérie, de Gaulle et la bombe*.

20 h à 21 h Chantons ensemble les chants révolutionnaires.

21 h à 22 h 50 Film *Les arrivants* de Claudine Bories et Patrice Chagnard, sur l'accueil des émigrants.

#### Dimanche 23 mai

11 h à 12 h Chantons ensemble les chants révolutionnaires.

12 h à 14 h « Automobile : la dictature du profit et de la productivité... et les réactions qu'elle suscite chez les travailleurs », avec des militants de Lutte Ouvrière de l'automobile.

14 h à 15 h Jean-Jacques Marie, sur son dernier livre *Khrouchtchev : la réforme impossible*.

16 h à 17 h Brigitte Wieser de RESF (Réseau éducation sans frontières) : « Quelle vie et quel avenir pour les jeunes

### Au Chapiteau Friedrich Engels

#### Samedi 22 mai

11 h à 14 h Le film *Mali d'Or*, suivi d'un débat avec Éric Pauporte, le réalisateur.

14 h à 15 h Simone Tassimot lira des lettres de prison de Rosa Luxembourg.

15 h à 16 h Marianne Debouzy historienne, auteure du livre *Le monde du travail aux États-Unis : les temps difficiles (1980-2005)*.

16 h à 17 h Film *De Gaulle, l'Algérie et la bombe* de Larbi Benchiha, suivi d'un débat au chapiteau Karl Marx à 19 h.

17 h à 19 h 30 Documentaire *La France des camps* de Denis Peschanski et Jorge Amat, suivi d'un débat avec Jorge Amat.

19 h 30 à 20 h 30 Françoise Millot : « Des Lumières à la Révolution : quand la bourgeoisie critiquait l'Église et la religion ».

20 h 30 à 21 h 30 Film *Vent de sable* de Larbi Benchiha.

21 h 30 à 22 h 30 Film *Quelle était belle mon usine*, de Nicolas Dupuis : la fermeture de l'usine Michelin de Poitiers.

#### Dimanche 23 mai

9 h à 11 h 30 Film *Behind the rainbow* sur l'Afrique du Sud.

11 h 30 à 13 h 30 *Liquidation totale*, documentaire d'Hélène Desplanques : la lutte menée par les salariés de Samsonite à Hénin-Beaumont, suivi d'un débat avec Jean-Michel Rodrigo.

13 h 30 à 14 h 30 Débat avec Iljir Selimovski, acteur du film *Liberté* sur l'envoi dans les camps d'extermination de centaines de milliers de Tziganes.

sans-papiers ? »

17 h à 18 h Nicolas Offenstadt, historien : « Raconter l'Histoire de France : un enjeu très politique ».

18 h à 19 h 30 « Haïti, après le tremblement de terre : une catastrophe sociale qui s'aggrave », avec l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR).

19 h 30 à 20 h 30 André Loez, pour son dernier livre *14-18 : Les refus de la guerre, une histoire des mutins*.

21 h à 22 h 30 La lutte des travailleurs de Continental, débat précédé des extraits du film de Jérôme Paltaud.

#### Lundi 24 mai

11 h à 12 h Marie-Laure Dufresnes-Castets, avocate, et Pascal Moussy, juriste du travail : « La santé au travail »

12 h à 13 h Gérard Filoche, inspecteur du travail, sur ses *Carnets d'inspecteurs du travail*.

13 h à 14 h Alain Goldman, producteur du film *La rafle* projeté au cinéma de la fête.

14 h à 15 h Jean-Luc Einaudi sur son dernier livre *Scènes de la guerre d'Algérie en France : automne 1961*.

16 h à 17 h Hind Khoury, déléguée générale de Palestine en France : « Comment les droits des Palestiniens sont bafoués et quelles perspectives aujourd'hui ».

17 h à 18 h Maya Surduts, de la Cadac (Coordination des associations pour le droit à la contraception et à l'avortement) : « Non, ma fille, tu n'iras plus avorter à l'hôpital public ! » Sur les restructurations hospitalières touchant les centres d'IVG.

14 h 30 à 15 h Films sur la lutte des sans-papiers pour leur régularisation.

16 h à 17 h 30 Film *Adieu Gary*, suivi d'un débat avec Nassim Amaouche, réalisateur.

18 h 30 à 21 h 30 Film *Les arrivants* de Claudine Bories et Patrice Chagnard, sur l'accueil des émigrants demandeurs d'asile. Débat avec Marielle Bernard, une des protagonistes.

21 h 30 Documentaire *La France des camps* de Denis Pechanski et Jorge Amat.

#### Lundi 24 mai

9 h à 10 h Films sur la lutte des sans-papiers pour leur régularisation.

10 h à 12 h Film *Qu'elle était belle mon usine* sur la fermeture de l'usine Michelin de Poitiers, suivie d'un débat avec le réalisateur Nicolas Dupuis.

12 h à 13 h Dominique Manotti, auteure de nombreux romans noirs, dont le dernier : *Bien connu des services de police*.

13 h à 14 h Présentation du livre *Au-delà de l'Oural* de John Scott, ouvrier américain sur la construction d'un complexe sidérurgique en Union soviétique.

14 h à 15 h Anne Guérin et une camarade du groupe américain Spark présenteront le livre de Daniel Guérin, *De l'Oncle Tom aux Panthères noires* qui vient d'être réédité.

16 h à 18 h Film *Ma vie est mon vidéo-clip préféré*, suivie d'un débat avec la réalisatrice Show-Chun Lee

18 h à 20 h Film *Mali d'or* d'Éric Pauporte

## Les films projetés à la Fête

*LES ARRIVANTS* de Claudie Bories et Patrice Chagnard : documentaire sur les conditions d'accueil de familles demandeuses d'asile.

*LA RAFLE* de Rose Bosch, avec Gad Elmaleh : la rafle du Veld'hiv de juillet 1942.

*LIBERTÉ* de Tony Gatlif : Un groupe de Tziganes face aux rafles de la police française, pendant la guerre.

*À L'ORIGINE* de Xavier Giannoli : un escroc s'improvise entrepreneur de travaux publics dans une ville plombée par le chômage

*RAPT* de Lucas Belvaux : l'enlèvement du baron Empain

*LOOKING FOR ÉRIC* de Ken Loach, avec Éric Cantona : un postier de Manchester, en déprime, trouve l'aide d'un footballeur.

*JAFFA* de Keren Yedaha : à Jaffa (Israël), une histoire d'amour israélo-palestinienne.

*IN THE LOOP* de Armando Iannucci (G.B.) : une farce sur les dirigeants politiques anglais.

*BROTHERS* de Jim Sheridan ; le grand-père a « fait » le Vietnam, le petit-fils revient d'Afghanistan. Mais il y a une histoire d'amour !

**L'entrée aux cinémas est gratuite mais, le nombre de places étant limité, merci de retirer un ticket au stand Entracte.**

#### Cinéma en plein air

Sur l'esplanade des Sciences, dans la nuit de dimanche à lundi :

*MICMACS À TIRE-LARIGOT* de Jean Pierre Jeunet, avec Dany Boone Puis, *AGORA* de Alejandro Amenabar.

**Pour plus de détails, voir le programme Cinéma**



**Un accord sur les fruits et légumes qui n'engage pas beaucoup la grande distribution**

Les représentants des sept plus grandes enseignes de la distribution, comme Leclerc, Auchan et Carrefour, viennent de signer un accord de modération de leurs marges en cas d'effondrement des prix des fruits et légumes. Cet accord, voulu par le gouvernement, est censé protéger les producteurs.

Il s'appuie sur le fait que, l'été dernier, les producteurs de fruits ont connu des chutes de 30 à 50 % des prix d'achat, sans que celles-ci soient répercutées sur les prix de vente aux consommateurs, ce qui avait entraîné un peu partout en France des manifestations devant les hypermarchés.

Sarkozy a beau se vanter de cet accord, celui-ci ne changera pas grand-chose. Il existe déjà un coefficient multiplicateur, censé réguler un peu les prix d'achat et de vente en modérant la marge des distributeurs mais, en cas de chute des cours comme l'an dernier, il n'est pas appliqué. De même, les représentants de grandes enseignes laissent entendre qu'ils seraient prêts à payer un prix minimum aux producteurs, mais ils ne se sont pas engagés à leur acheter leur production. Rien n'empêchera ces grandes enseignes d'acheter plutôt des produits importés à bas prix d'Espagne, du Maroc ou du Chili.

La signature de cet accord intervient après une baisse de 53 % du revenu des arboriculteurs en 2009 et de 34 % pour l'ensemble des agriculteurs. Sarkozy et les patrons de la grande distribution semblent ainsi se soucier à peu de frais des intérêts des producteurs comme de ceux des consommateurs. Mais les grandes centrales d'achat ne sont pas les seules en cause dans la chute des revenus de l'agriculture. Les trusts de l'agroalimentaire, comme Danone ou Lactalis, qui ont imposé des baisses de 25 à 30 % aux producteurs de lait, sans d'ailleurs les répercuter sur le prix de leurs yaourts, fromages et autres dérivés, ont également une lourde responsabilité dans ce recul. Or ces industries ne sont pas concernées par le contenu de l'accord.

En fait, comme le soulignent certains syndicalistes de la Confédération paysanne, dans cet accord « rien ne permet de garantir un prix rémunérateur pour les paysans ». Quant à la majorité des consommateurs, elle n'est pas près de pouvoir se payer les cinq fruits et légumes par jour que recommandent les slogans publicitaires.

**Roger MEYNIER**

## • Politique de la ville

# Les ghettos de pauvres pas près de disparaître

**Fadela Amara, secrétaire d'État à la Politique de la ville, a confirmé qu'un redéploiement des moyens consacrés aux zones urbaines sensibles (ZUS) était à l'étude. Le gouvernement entend « donner plus à ceux qui ont moins, à moyens constants ».**

Ce que la nomenclature gouvernementale appelle ZUS, c'est en fait un quartier HLM ravagé par la crise, avec toutes ses conséquences. Le chômage y est plus élevé qu'ailleurs et les perspectives d'emploi moindres. Les habitations sont dégradées, les services publics (transports, équipements collectifs, etc.) encore moins développés que dans les autres quartiers. Les écoles et collèges, malgré des crédits spécifiques, sont au bord de l'explosion permanente. Les dégradations de toute nature y sont fréquentes, les incidents plus ou moins graves répétitifs. De nombreux jeunes, désœuvrés par force, y tournent en rond à longueur de journée. Cette « zone », le terme comme la chose sont toujours d'actualité après deux siècles d'existence, est le terrain propice au développement de la délinquance de rue, ce qui y rend la vie encore plus insupportable.

Depuis trente ans, la progression du chômage d'une part, la politique ou plutôt

l'absence de politique de l'État en matière de logement et d'urbanisme d'autre part, ont multiplié le nombre, l'extension et la misère de ces quartiers délaissés. Si bien que, après quelques faits divers retentissants, 751 d'entre eux, regroupant 4,7 millions d'habitants, furent baptisés ZUS en 1996. Un ministère fut chargé de s'en occuper et des crédits débloqués. Ces crédits relevant de plusieurs administrations, il est difficile d'en évaluer le total. Le secrétariat d'État actuel parle d'un milliard d'euros par an consacré par l'État aux dispositifs ZUS, hors programmes de construction et rénovation de logements, et en plus bien entendu de ce que payent les collectivités locales. Rapporté à la population résidant en ZUS, cela fait quelque deux cents euros par habitant et par an.

Un rapport annuel fait le bilan de cette politique. Celui de 2009 montre, en 280 pages, que ça ne s'améliore pas. L'explosion du chômage depuis deux ans, non encore prise en compte dans le dernier rapport, n'a certainement pas arrangé les choses. La politique d'économies sur les services publics et les aides aux plus pauvres,



non plus. C'est justement en application de cette politique-là que Fadela Amara annonce que les moyens consacrés aux ZUS seront « constants ». Ce qui veut dire en fait que, la situation empirant, ils seront encore plus insuffisants qu'avant.

Fadela Amara, comme ses prédécesseurs et l'ensemble des commentateurs, insiste sur le fait que l'État « donne à ceux qui en ont besoin », comme si c'était de la charité. Mais les habitants

des quartiers populaires sont des travailleurs comme les autres. L'État ne « donne » rien en construisant un équipement dans une ZUS, il ne fait que restituer à des familles de travailleurs une toute petite partie de la richesse créée par leur travail.

En revanche il les vole en consacrant une part de plus en plus grande de son budget à donner plus à ceux qui ont le plus, les capitalistes.

**Paul GALOIS**

## • À Cannes Derrière le décor... l'exploitation

Pour les participants au Festival de Cannes, la nuit d'hôtel à l'hôtel Majestic est à 38 000 euros. Pour en occuper l'un des deux appartements de 450 m<sup>2</sup>, décorés par la maison Dior et dont la vue donne sur les marches du Palais des festivals et la baie de Cannes, des riches dépensent en une nuit ce que gagne un salarié en deux ans.

Dans ces hôtels de luxe, le personnel de service et d'entretien, lui, ne connaît pas la vie de château. Tous doivent travailler plus, sans pour autant gagner plus. Les heures supplémentaires ne sont pas payées, elles sont transformées en vacances à prendre hors saison. De nombreux postes ont été supprimés. Ainsi au Majestic cinquante

emplois en CDI ont été supprimés, remplacés pendant le Festival par des vacataires payés 8 à 10 euros de l'heure. Au palace Noga Hilton, rebaptisé Palais Stéphanie, on est passé de 280 CDI en 2008 à 136 aujourd'hui ! Dans les cuisines, et les sous-sols des palaces travaillent également des dizaines de sans-papiers surexploités.

Le Festival de Cannes se met ainsi à l'image de toute la société : une minorité de très riches qui peuvent vivre dans le luxe parce que des travailleurs font tout fonctionner pour eux... Du moins jusqu'à ce que ceux-ci décident de tout arrêter. Et là c'est un autre film, celui qu'on préfère.

**Aline RETESSE**

## • Vers une hausse des tarifs de l'électricité ?

# Quand la concurrence fait grimper les prix !

Loin des légendes vaseuses qui racontent que, dans le marché capitaliste, la « mise en concurrence » garantirait une régulation des prix, ceux de l'électricité risquent d'augmenter après la mise en place, en juin, de la loi Nome, « nouvelle organisation du marché de l'énergie. »

Dans l'objectif affiché de favoriser la concurrence, cette loi obligera EDF à revendre jusqu'à 25 % de la production de ses centrales nucléaires à ses concurrents, GDF Suez, Poweo, Direct Energie, E.on ou Enel, afin que ceux-ci puissent eux aussi accéder à l'électricité au coût le plus bas et donc la revendre avec profit.

Et le PDG d'EDF, Proglgio, de pousser à cette occasion des cris d'orfraie, pour que les mégawatts/heure ne soient pas vendus au-dessous du prix de revient, ce qui équivaldrait à « brader » l'entreprise alourdie, selon lui, de gros investissements.

L'été dernier déjà, l'ancien PDG d'EDF avait réclamé sans succès une augmentation des tarifs de 20 % sur trois ans. En janvier dernier à nouveau, avaient couru des bruits de hausse des tarifs pour les particuliers, d'environ 24 % entre 2010 et 2015, mais vite démentis par EDF.

Et voici que la CRE, la Commission de régulation de l'énergie en personne, organisme officiel, évoque à propos de la future loi Nome, une hausse des tarifs bleus pour les particuliers et les petits professionnels, de 7,1 % puis de 3,1 % par an pendant quinze ans.

Après les campagnes du « tout électrique » qui leur a fait installer convecteurs, plaques de cuisson et autres appareils à forte consommation, les consommateurs se retrouveront donc piégés. Et cette fois, au nom de l'ouverture à la concurrence !

**Viviane LAFONT**



• **Derichebourg-Polyurbaine**  
- Charenton  
(Val-de-Marne)

## Le patron s'acharne contre les grévistes

130 employés sur 200 du dépôt de Charenton de Derichebourg, qui ramassent les ordures dans plusieurs arrondissements de Paris, ont fait grève du 21 au 28 avril. Ils revendiquent l'harmonisation des salaires avec les plus anciens d'entre eux, venant de Veolia, et l'amélioration des locaux sanitaires.

Cette grève n'a pas du tout plu à Thomas Derichebourg, patron de ce groupe qui emploie en fait au total 50 000 personnes dans le monde. Dès le premier jour de grève il a fermé les grilles du dépôt, interdisant aux grévistes d'y accéder, engageant des barbouzes et des chiens sans muselière, et il a adressé à douze délégués des lettres recommandées pour engager des procédures de licenciement. Après les entretiens préalables où le patron n'a rien voulu entendre, la consultation du Comité d'établissement ne s'est pas tenue, tous les délégués ayant voté une résolution sur un vice de procédure. Il faut dire que tous les élus du CE étaient sur la liste de licenciement !

Bien que débouté et bien que le travail ait repris, dès la semaine suivante Derichebourg a engagé une nouvelle procédure de licenciement contre... 19 délégués cette fois-ci : nouveau vice de procédure de la part du patron, et nouveau refus de se prononcer du CE.

Tout en faisant des promesses sur les revendications, Derichebourg a relancé une troisième procédure de licenciement contre quatre délégués et sept salariés sans mandats syndicaux.

C'est vraiment de l'acharnement. La société Derichebourg est connue pour son attitude antigrève. Sur de nombreux sites elle a déjà montré sa hargne obstinée contre les grévistes. Cela n'a pas du tout gêné le maire de Paris Delanoë et les élus socialistes : ils lui ont concédé dernièrement une grande partie des marchés publics du ramassage des ordures de la capitale !

Face à leur patron, les salariés du dépôt de Charenton ne se laissent pas intimider. Ils ne baissent pas les bras. Un préavis de grève a été déposé le 17 mai sur toutes les revendications et ils y ont ajouté la levée de toute menace de licenciements.

Correspondant LO

• **Sans-papiers**

## « On bosse ici, on vit ici, on reste ici, régularisation de tous les sans-papiers ! »

C'était l'un des slogans des 1 500 travailleurs sans papiers rassemblés vendredi 14 mai aux abords du ministère de l'Immigration, rue de Grenelle à Paris, pour soutenir la délégation syndicale CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires, reçue pour réclamer une circulaire nationale fixant des règles claires et objectives de régularisation.

Après sept mois de grève de plus de 6 000 salariés sans papiers d'Île-de-France, le ministère a entrouvert sa porte pour « discuter des conditions d'admission exceptionnelle au séjour des étrangers en situation irrégulière ». Un représentant du ministère du Travail était aussi présent et une seconde réunion est prévue le 20 mai.

Depuis le début de cette grève en octobre 2009, le gouvernement mise sur son pourrissement et refuse toute négociation. Éric Besson, le ministre des expulsions, a même publié le 24 novembre 2009 une circulaire précisant et limitant les possibilités de régularisation



par le travail prévues dans une loi de novembre 2007. Les critères de régularisation sont si restrictifs (preuves de présence depuis cinq ans en France et d'un an dans une entreprise, et présentation d'un contrat d'embauche d'au moins un an) que seulement quelques centaines de salariés sans papiers peuvent les remplir, sur les dizaines de milliers, voire les centaines de milliers travaillant en France. De plus, depuis sept mois, le gouvernement envoie régulièrement des CRS évacuer les chantiers et établissements occupés par

des piquets de grève tournants, baffouant ainsi le droit de grève.

Malgré ces actions de répression, le mouvement se poursuit, entravant l'activité de nombreuses entreprises dans le bâtiment, le nettoyage, la restauration, la sécurité et l'intérim, au point que certaines branches patronales, touchées au portefeuille, demandent publiquement au gouvernement de débloquer la situation en assouplissant les conditions administratives de régularisation. Mais surtout, ce mouvement de grève continue de rencontrer

la compréhension et la solidarité d'une grande partie de la population

Pour le moment, Éric Besson affirme qu'il ne modifiera pas la loi. C'est uniquement pour des motifs de racolage électoraliste et en flattant la xénophobie que le gouvernement Sarkozy s'obstine à refuser l'accès aux droits pour tous ces travailleurs et leurs familles.

Travailleurs français-immigrés, solidarité pour imposer la régularisation.

Louis BASTILLE

## Deux expulsions révoltantes en Lorraine

Une famille de Kosovars, dont un jeune polyhandicapé, a été expulsée le 4 mai de Metz vers le Kosovo. Une trentaine de gendarmes sont intervenus à l'Institut d'éducation motrice (IEM) de Freyming-Merlebach en Moselle, où le jeune handicapé de 15 ans était soigné depuis mars pour une maladie dégénérative. Selon le pédiatre de l'IEM, après cette expulsion, l'enfant aurait été brièvement hospitalisé au Kosovo depuis son expulsion, « mais les médecins n'auraient pas la possibilité de le soigner correctement ».

Autant la forme que le fond de cette expulsion d'une famille appartenant à la minorité rom ont suscité l'indignation. 200 personnes ont défilé silencieusement samedi 15 mai après-midi dans les rues de Freyming-Merlebach pour réclamer le retour en France de cette famille. Parmi les manifestants figuraient une dizaine des quarante salariés de l'IEM. D'autres manifestations sont prévues pour exiger le retour en France de la famille.

Autre affaire : à Nancy, c'est

une famille géorgienne qui a été expulsée vers la Pologne. Malgré les protestations du père, un de leurs trois enfants - 2 ans et demi - était absent lors de l'arrestation de la famille, qui a donc été expulsée sans lui ! Mais les autorités polonaises, constatant qu'il manquait un de leurs enfants, ont refusé la réadmission de la famille, ce qui a obligé les autorités françaises à affréter un avion spécial pour ramener celle-ci au point de départ. Elle a fait immédiatement une nouvelle demande d'asile.

Au troisième millénaire, à l'heure d'Internet, les hommes sont ainsi assignés à résidence dans les pays où ils sont nés. Il leur est interdit de fuir les guerres, la misère, le manque de soins. Et pour ceux qui y parviennent, la sauvagerie des nations « civilisées » et autre « patrie des droits de l'homme » est là pour faire respecter un ordre d'un autre temps.

Étienne HOURDIN

## De Paris à Nice, pour la régularisation

À l'initiative de collectifs d'Île-de-France de défense des sans-papiers, regroupés dans le « Ministère pour la régularisation de tous les sans-papiers », une centaine de sans-papiers sont partis le 1er mai de Paris. Ils traversent la France jusqu'à Nice, en partie à pied, tenant des réunions à chaque étape pour populariser leurs revendications.

Jeudi 13 mai au soir, ils ont été chaleureusement accueillis à l'étape de Lyon devant l'hôtel de ville, place des Terreaux, par

de nombreux militants d'associations et des partis NPA, LO et PCF. Contrairement à d'autres villes traversées, le maire et les élus PS étaient absents, car ils ne sont pas solidaires de leur revendication de régularisation.

Après des témoignages, des chants et des discours, les 200 participants sont partis en manifestation jusqu'à la friche industrielle de l'ex-Feuillat, où les marcheurs ont été accueillis pour passer la nuit.

Leur arrivée à Nice est prévue pour le 30 mai, la veille du sommet France-Afrique commémorant le cinquantième des indépendances des ex-colonies. Ils comptent, lors d'un contre-sommet, dénoncer la politique néo-coloniale de la France et la complicité d'États africains qui, sous prétexte d'obtenir des aides prétendument destinées au développement, signent des accords avec le gouvernement français pour faciliter les expulsions.

L. B.

### 29 mai au Mur des Fédérés à Paris

L'association des Amis de la Commune de Paris 1871 organise une commémoration de la Commune de Paris par une montée au Mur des Fédérés :

Samedi 29 mai à 14 h 30  
Rendez-vous à l'entrée du cimetière du Père-Lachaise rue des Rondeaux à Paris 20e - Métro Gambetta  
Lutte Ouvrière s'associe à cette manifestation  
Tous renseignements sur : [www.commune1871.org](http://www.commune1871.org)



## • La Poste - Paris 8

# Les facteurs répondent au mépris par la grève

Au bureau de poste du 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris, où travaillent 300 agents dont 200 facteurs, 180 postiers, soit 70% de l'effectif prévu, sont partis en grève depuis le lundi 17 mai, 140 d'entre eux faisant un piquet de grève devant le bureau.

En effet leur direction a sorti un plan de restructuration qui vise à supprimer 50 emplois. Cela ferait 160 emplois supprimés en tout en cinq ans. Sans compter les attaques sur les horaires, les repos, ainsi qu'un système qui se généraliserait, consistant à ce que les présents se partagent les tournées des facteurs en congé, malades... en plus de leur tournée. En fait, ces nouvelles attaques correspondent à un plan national lié à la volonté de privatiser et de faire ainsi des cadeaux à des financiers. La Poste veut supprimer plusieurs dizaines de milliers d'emplois dans la distribution, sur 100 000 emplois en tout dans ce secteur. Elle attaque les bureaux les uns après les autres, pour y revenir un an ou deux après. Elle veut être attractive pour les capitaux privés et baisser massivement le nombre d'emplois. Et face à cela, il n'y a malheureusement aucun plan d'ensemble des directions syndicales qui permettrait une réelle contre-offensive!

À Paris 8, le mépris que les postiers ont ressenti de la part de leur direction locale a mis le feu aux poudres. Celle-ci a multiplié les provocations, annonçant à un comptable de plus de 50 ans, travaillant dans les services administratifs depuis



des dizaines d'années, qu'au mois de juin il redeviendrait facteur, sans lui faire d'autre proposition. Elle a fait savoir à un agent, une heure après un retour de formation, qu'on le changeait d'office d'une position qu'il occupait depuis des années. Les postiers n'apprécient pas ce genre d'attitude « à la France Télécom »! Sans compter les menaces de mutation d'office pour ceux qui seraient « en trop », selon la direction, et qui devraient aller « voir ailleurs »!

Le deuxième jour de grève, mardi 18, les grévistes étaient aussi nombreux que la veille et aussi nombreux présents devant le bureau. Ils sont partis en manifestation dans les rues du 8<sup>e</sup> arrondissement en chantant : « Si tu savais, ta réorg (anisation) où on s'la met... », ou « Non, non, non, aux suppressions d'emplois », ou encore « Facteurs en colère, y'en a marre de la galère ». Reçus

dans le 17<sup>e</sup> par la direction de La Poste de la moitié nord de Paris, les grévistes sont sortis ulcérés à cause d'un cadre leur disant... qu'il n'avait rien à leur dire...

Ils sont repartis en manifestation, bien convaincus qu'ils n'allaient pas lâcher et décidés à se faire respecter.

Correspondant LO

## • Famar - La Source (Orléans)

# Un avertissement qui ne passe pas

Vendredi 7 mai, chez Famar, un opérateur de Fabrication s'est vu adresser un avertissement : il lui était reproché une erreur ayant entraîné la perte d'un lot, sans que sa responsabilité puisse être réellement établie. Comme la semaine suivante la direction avait imposé une semaine de fermeture dans l'usine, elle espérait que cette sanction passerait inaperçue et qu'il n'y aurait pas de réaction.

Mais à leur retour, lundi 17 mai, les travailleurs de Fabrication des équipes du matin et

de l'après-midi se sont mis en grève et ont demandé des explications à la direction. Pas du tout convaincus par les arguments de celle-ci, ils ont poursuivi la grève le lendemain matin, rejoints cette fois par ceux du Conditionnement. Nous étions près de 120 en grève ce deuxième jour, bien déterminés à montrer à la direction que nous sommes solidaires de notre camarade et qu'elle doit retirer sa sanction.

Correspondant LO

## • Mairie de Draveil (Essonne)

# Contre le licenciement d'une employée

Dans la ville de Draveil, en banlieue parisienne, une agent titulaire ayant quatorze ans d'ancienneté a été licenciée. Il lui a été ordonné de reprendre son travail alors qu'elle était en arrêt-maladie, certificat médical à l'appui. Elle a été brutalement radiée de la Fonction publique et se retrouve aujourd'hui sans aucun revenu.

Cette décision est le fait du maire de la ville, le villepiniste Georges Tron, devenu il y a peu secrétaire d'État à la Fonction publique dans le

gouvernement Sarkozy. À ce poste, Tron met en œuvre le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Il déclare d'ailleurs à l'occasion de chaque Conseil municipal que des « efforts » seront nécessaires et qu'il faudra encore « réduire la voilure », pas celle des riches mais celle des services publics bien sûr!

Mardi 11 mai, sur une radio nationale, il a dit que sera expérimenté dans quelques villes un système de contrôle

des petits arrêts-maladie. « L'objectif de cette disposition (...) c'est d'avoir une meilleure connaissance des causes de l'absentéisme des fonctionnaires, donc de connaître ce qui les affecte en termes de santé et de pouvoir mieux y remédier ». Tout est à craindre lorsque l'on voit la façon dont il s'est comporté avec l'agent de la mairie qu'il dirige.

À Draveil, il est d'ailleurs hors de question de reconnaître une quelconque maladie professionnelle aux agents

de la mairie. Comme l'ont exprimé les collègues de l'employée licenciée, « le but de la manœuvre est que tout le monde se sente menacé ».

Les militants du syndicat CGT se sont mobilisés. Une pétition de soutien circule, au-delà même des agents de la mairie. Car, en complément des démarches juridiques en cours, c'est sur la solidarité du plus grand nombre qu'il faut compter.

Correspondant LO

## • Airbus (Toulouse)

# Toujours plein les poches pour les actionnaires

EADS, la maison-mère de Airbus, vient de publier ses comptes pour le premier trimestre 2010. Bénéfice net : 103 millions d'euros, en légère baisse par rapport à la même période l'an dernier. C'est la crise mais, pour EADS, les bénéfices sont à peine écornés.

Après avoir pleuré pendant des années parce que l'euro était trop haut par rapport au dollar, Louis Gallois, le PDG, peut se réjouir, en grand serviteur des actionnaires de son groupe : avec la dégringolade de l'euro à 1,23 euro pour un dollar, il est question que EADS empoche un milliard d'euros de plus par an. Rien que ça!

Pour les travailleurs, ce n'est pas la même chanson. À l'appel de l'intersyndicale regroupant tous les syndicats qui réclamait 3,5% d'augmentation générale et individuelle, ceux-ci ont bloqué pendant une semaine les Bélugas, ces avions qui amènent des quatre coins de l'Europe les différents tronçons d'avions à Toulouse. 3,5% cela signifie pas moins que l'an dernier, d'autant que 498 avions avaient été livrés, fin 2009, un record historique.

Le 30 avril, lorsque la direction a convoqué les syndicats pour rediscuter, l'intersyndicale a appelé à arrêter le mouvement... alors que nombre d'entre nous pensions qu'il fallait continuer pour faire pression. D'ailleurs un certain nombre avaient préparé le sac de couchage pour passer le week-end à l'usine.

Résultat de la « discussion » : 1% d'augmentation générale, plus 1,5% d'augmentation à la tête du client, plus une prime de 500 euros et... des embauches (mais cela reste à vérifier).

Pour les plus bas salaires, 1% d'augmentation générale, cela représente 15,40 euros brut par mois. 103 millions de bénéfice dans le groupe EADS, cela correspond à 1000 euros par salarié, qu'ils ont gagnés en trois mois de notre travail! Ils nous en rendent 15 par mois, pour les plus bas salaires. Même avec la prime en plus, on voit de quel côté sont les profiteurs.

Cette travailleuse qui affirmait devant l'usine : « On s'est arrêté trop tôt, je ne suis vraiment pas contente » est représentative d'une opinion bien répandue.

Correspondant LO



### • Peugeot - Poissy (Yvelines) Après la grève à l'Habillage-moteurs, le manque d'effectifs est toujours criant

Le 8 avril dernier, à Peugeot Poissy, plusieurs dizaines de travailleurs, dont une majorité d'intérimaires et de jeunes recrutés en CDD dits contrats de professionnalisation, débrayaient pour dénoncer les charges de travail trop lourdes sur la ligne où sont produits deux modèles Citroën, la C3 et la nouvelle DS3. En réaction à l'arrêt de travail, seize grévistes, dix intérimaires, cinq contrats pro et un salarié en CDI, étaient mis à pied sous le prétexte « d'atteinte à la liberté du travail ».

Cette attitude de la direction étonna et choqua dans les ateliers. Mais quelques jours après, les mises à pied de six intérimaires étaient levées. Et pour tous ceux qui ont participé ou suivi le mouvement, la démonstration était faite que les dossiers sont vides.

Au total, sur les dix intérimaires mis à pied, huit ont été réintégré jusqu'à leur fin de mission et indemnisés de

leurs jours de mise à pied, un a été licencié et un a quitté l'usine, étant en fin de mission. Le travailleur en CDI a été sanctionné de six jours de mise à pied. Et les cinq salariés en CDD ont été licenciés.

Il est révoltant que des travailleurs soient privés de leur emploi et de leur salaire parce qu'ils font valoir leurs droits et protestent contre des conditions de travail que tous les ouvriers à l'usine jugent insupportables. Aujourd'hui, la direction annonce de dix à quinze embauches en CDI par mois sur 2010. Mais avec des hausses de production sur la ligne C3 et DS3, de 240 véhicules à 260 voire 270 certains jours, c'est beaucoup plus d'embauches qui sont nécessaires.

Le mécontentement est partagé sur l'ensemble des lignes. Et les travailleurs continueront à revendiquer l'embauche des intérimaires et de nouvelles créations de postes.

Correspondant LO



### • STMicroelectronics Grenoble

## Prime à la mobilisation

Les salariés de STMicroelectronics et ST-Ericsson, présents sur le même site à Grenoble, sont restés mobilisés du 13 mars au 27 avril. Les assemblées générales étaient suivies quotidiennement par 200 à 300 salariés, essentiellement des ingénieurs. Cela a fait craquer la direction de ST-Ericsson, qui a accordé une prime de 350 euros aux deux mille salariés de l'entreprise dans le pays. Cette prime, déjà accordée à ceux de STMicroelectronics, est un supplément à l'intéressement déjà versé en juin.

Cette petite victoire a pu

regonfler le moral des salariés mobilisés. Il y en a bien besoin, car des suppressions d'emplois sont programmées à ST-Ericsson. Et ce ne sont pas les promesses d'emplois du projet dit Nano2012 qui les rassurent, même si 660 emplois sont promis en échange de 400 millions d'euros de subventions, versés sur quatre années par l'État et diverses collectivités locales. Tous ces « subventionneurs » sont en l'occurrence plus soucieux des profits des entreprises que du sort des salariés.

Correspondant LO

### • EAK – Valentigney (Doubs) Face aux licenciements Travailleurs en légitime défense

Un directeur et deux cadres d'EAK à Valentigney ont dû passer les deux nuits du 11 et 12 mai dans leur entreprise. Sans oreiller ni pyjama, est-il nécessaire de le préciser. Cette action des salariés a aussitôt attiré l'attention dans la région. Cette usine, à 4 km de Sochaux, fabrique des airbags et des ceintures de sécurité uniquement pour Peugeot Citroën. Principaux actionnaires: Autoliv et Faurecia mais, derrière Faurecia, il y a majoritairement PSA. La fermeture de l'usine a été programmée pour 2011. Depuis un an, les journées de chômage partiel ou total se sont multipliées.

Il n'y a plus que 92 salariés, en majorité des ouvrières. La direction veut en licencier dès aujourd'hui 42, et le restant l'année prochaine. C'est suite à la réponse méprisante du directeur, « Il n'y a rien à négocier », lancée aux ouvrières venues réclamer des garanties et des indemnités, que ce dernier et ses deux acolytes ont été retenus sur place.

Au bout de trois jours, promesse est faite de discussion avec un responsable du groupe. Les délégués FO et CGT de l'usine rendent compte au personnel des tractations en cours. Premier coup tordu de

la direction: malgré sa parole donnée, elle refuse de signer le texte mis au point par l'inspecteur du travail et les syndicats. Nouveau rendez-vous pris, nouvelle promesse de signature en sous-préfecture samedi après-midi 15 mai, et... nouvelle dérobade de la direction.

Le personnel veut des garanties pour l'avenir. Mais jusqu'à présent les indemnités de départ ne dépassent pas, tout compris, 6 000 euros! L'intersyndicale met en avant la priorité aux reclassements: « Un CDI pour un CDI », en s'appuyant effectivement sur l'obligation légale de reclassements au sein

du groupe PSA-Faurecia.

Mais l'état d'esprit de beaucoup de travailleuses, dont la moyenne d'âge est de 50 ans, c'est la méfiance quant aux promesses de reclassements. Comme le disait l'une d'entre elles: « Vous me voyez aller en fabrication à Sochaux? J'ai 52 ans! Face à ce que les patrons imposent à des jeunes intérimaires, je ne pourrai pas tenir le coup! Alors, qu'on me donne assez de pognon pour partir! »

Lundi 17 mai, rien n'était encore obtenu, ni sur les reclassements, ni sur les indemnités. La direction fait le chantage: reprise du travail, sinon pas de négociation. « Le patron compte sur notre fatigue, mais nous avons la rage! » commentait un délégué de l'usine. Le personnel et les syndicats FO et CGT appelaient les travailleurs de la région à venir les soutenir le 19 mai devant la sous-préfecture de Montbéliard.

Correspondant LO

### • France Télécom

## Des accords qui ne peuvent que réjouir la direction

À France Télécom, un accord vient d'être signé entre la direction et quatre syndicats sur le « stress au travail ». Il prévoit la création d'un Comité national de prévention du stress, chargé de faire des propositions à la direction pour un « plan d'actions pluriannuelles », alors qu'il existe déjà, comme ailleurs, les Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Même si leur rôle est limité, ces CHS-CT locaux constituent parfois des points d'appui pour les militants syndicaux qui demandent des enquêtes sur les conditions de travail ou la reconnaissance d'un suicide en accident du travail, interventions devant lesquelles la direction a l'habitude de botter en touche en renvoyant les questions posées localement à un Comité national d'hygiène et de sécurité qui n'a aucun pouvoir de décision. Loin de faciliter les choses et d'améliorer les conditions de travail, ce nouveau comité prévu par l'accord prétendument « anti-stress » pourrait être une façon de court-circuiter les CHS-CT. C'est ce qu'ont dénoncé la CGT et FO. Ces deux syndicats

ont refusé cet accord signé par SUD, la CFDT, la CFTC et la CGC le 6 mai dernier!

Cependant la CGT et FO avaient précédemment signé, le 26 novembre 2009, aux côtés de la CFDT et de la CFTC, un autre accord qui n'est pas moins défavorable aux salariés. Cet accord dit « seniors », qui combine temps partiel et retraite anticipée, se traduit dans la majeure partie des cas par le non-remplacement de ceux qui partent, ce que SUD a dénoncé pour ne pas cautionner la signature d'un nouveau plan de suppression de quelques milliers d'emplois sur les trois ans à venir. D'autant qu'au fur et à mesure que les salariés concernés font leurs comptes, nombre d'entre eux constatent que, s'ils

acceptent ce plan « seniors », la compensation prévue ne leur fournira pas les moyens de vivre décemment et ils se sentent, à juste titre, floués.

La direction exprime sa satisfaction d'avoir trouvé des partenaires complaisants pour de tels accords, qu'elle a multipliés ces derniers mois: « Nous en sommes à sept accords signés depuis novembre, et les six syndicats ont tous apposé leur signature à au moins l'un d'entre eux », s'est félicité le directeur des ressources humaines, Olivier Barberot. Cela permet à France Télécom de redorer son image, alors que l'Inspection du travail et les tribunaux l'ont mis en cause pour harcèlement et mise en danger de la vie d'autrui. Le seul pacte qui compte pour la direction, écrit avec les nerfs et parfois la vie des salariés, c'est avec les actionnaires qu'elle l'a signé. Et seule la force collective des salariés peut le remettre en cause.

Correspondant LO



• mai 1945 à Sétif, Guelma,

## La répression coloniale en Algérie

**Le jour même qui vit la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le 8 mai 1945, fut aussi celui où se fit entendre le désir de liberté et d'indépendance du peuple algérien, au cours des manifestations de Sétif, Guelma et Kherrata.**

À Guelma, les paysans encerclèrent la ville. À Sétif, l'intervention policière pour retirer le drapeau algérien de la manifestation et le meurtre d'un manifestant furent le point de départ d'une émeute qui fit une vingtaine de victimes européennes. Enfin, à Kherrata, le village fut investi par les manifestants, le juge de paix et sa femme furent tués, ainsi qu'une dizaine de personnes. Des fermes du Constantinois furent prises d'assaut, leurs habitants et des gardes forestiers furent tués.

Au total, les manifestations firent donc une centaine de victimes parmi les Français d'Algérie, témoignant de la haine qui s'était accumulée contre eux. Mais la réponse des autorités et des milices composées de pieds-noirs allait être terrible, la répression faisant près de 40 000 morts algériens.

La colonisation de l'Algérie avait débuté en 1830. Pour libérer les terres de leurs occupants il fallait, aux dires du général La Moricière, «*détruire les moyens d'existence*» des Arabes. Des tribus entières furent déportées dans des zones arides. Mais, les colons ayant aussi besoin de main-d'œuvre pour cultiver les terres volées, un certain nombre des anciens propriétaires furent transformés en ouvriers agricoles ou en métayers sur leurs propres terres.

### La misère des campagnes

Cette misère des paysans arabes perdura. En 1939, le quotidien *Alger Républicain*, qui regroupait des socialistes et des radicaux et ne devint que plus tard un journal du Parti Communiste, publiait une série d'articles d'Albert Camus sur la misère des paysans où l'on voyait «*des enfants en loques disputer à des chiens le contenu d'une poubelle...*», «*des douars entiers venir fouiller le sol pour en tirer une racine amère mais comestible appelée la «tarouda» et qui, transformée en bouillie, soutient du moins, si elle ne nourrit pas*».

C'est sur ce fond de misère que s'enracinèrent les idées nationalistes développées par le PPA (Parti du Peuple Algérien) de Messali Hadj, emprisonné puis déporté en avril 1945 au Gabon, et de manière plus modérée par Ferhat Abbas, avec les Amis du Manifeste et de la Liberté. Elles se développèrent

d'autant plus vite que les grands propriétaires terriens ne voulaient pas entendre parler du moindre changement, de la moindre réforme. En 1937, même un projet qui aurait donné la citoyenneté française à seulement 25 000 musulmans déclencha parmi les Français d'Algérie une vague de protestations telle que le gouvernement, qui était alors celui du Front Populaire, recula piteusement.

La colonisation avait fait des Algériens des étrangers dans leur propre pays, astreints depuis des décennies au code de l'indigénat qui les soumettait aux caïds, exécutants de l'administration. Pour tenter de justifier une telle oppression, certains colons faisaient appel à de pseudo-études scientifiques. Le professeur Porot, une sommité de la faculté d'Alger, osa ainsi déclarer dans un congrès international : «*L'indigène nord-africain, dont les activités supérieures ou corticales sont peu évoluées, est un être primitif dont la vie essentiellement végétative et instinctive est surtout réglée par son diencéphale.*» Conclusion très appréciée du colonisateur, qui pouvait ainsi justifier le vol des terres et exploiter pour une bouchée de pain la population pauvre. Il ne se considérait pas pour autant raciste, puisqu'il s'appuyait... sur la science du professeur Porot.

L'espoir d'un changement apparut pendant la guerre, conforté par quelques déclarations promettant un autre statut pour les peuples des colonies, au moment où ils étaient embrigadés dans les armées des pays colonisateurs. C'est pourquoi tout se déclina à l'occasion des manifestations saluant l'armistice avec l'Allemagne, le 8 mai 1945.

### Une répression féroce...

Quelques jours auparavant, lors des manifestations du 1<sup>er</sup> mai 1945, le PPA fit une démonstration en défilant avec ses slogans : «*Libérez Messali Hadj*», «*Libérez les détenus politiques*», «*À bas le colonialisme*», «*Vive l'Algérie indépendante*». Pour la première fois le drapeau algérien fut brandi.

La répression de ces manifestations fit à Alger deux morts et 21 blessés, à Oran un mort et plusieurs blessés. La CGT et le Parti Communiste Algérien



crièrent à la provocation. Dans un tract daté du 3 mai et intitulé «*À bas les provocateurs hitlériens*», le PC écrivait : «*La provocation vient du PPA qui prend ses mots d'ordre à Berlin, chez Hitler, celui qui massacre et torture sans distinction les vaillants soldats de l'armée française: Européens et Musulmans.*» Le Parti Communiste Français, qui participait au gouvernement présidé par de Gaulle, s'opposait fermement à l'indépendance des colonies, prônant plutôt l'unité de l'Empire français.

À Sétif, le mardi 8 mai, le rassemblement commença très tôt devant la mosquée du quartier de la gare. L'autorisation de manifester avait été donnée par les autorités, la police et la sous-préfecture. Des banderoles avec «*Libérez Messali*», «*Vive l'Algérie libre et indépendante*», «*Nous voulons être vos égaux*» et «*À bas le colonialisme*» étaient brandies dans le cortège. Un drapeau algérien apparut.

Le commissaire reçut l'ordre du sous-préfet de faire enlever les banderoles et le drapeau algérien. Saal Bouzid, un manifestant, fut tué par le tir d'un policier, ce qui déclencha les émeutes qui firent une vingtaine de morts parmi les Européens.

Les jours suivants, de très nombreux nationalistes algériens furent arrêtés. Les assassinats de militants ou de simples paysans venus en ville le jour du marché se multiplièrent. Les troupes chargées de la répression se mirent à l'œuvre, déployant leurs trophées afin de terroriser la population : certains des hommes de la Légion étrangère exhibaient leurs bras aux manches retroussées, couverts de bracelets de femmes qui

avaient, disaient-ils, été arrachés à leurs victimes auxquelles ils avaient coupé soit le bras, soit la main. Quant aux tirailleurs d'Afrique noire, ils laissaient pendre autour de leur cou des colliers d'oreilles de leurs victimes. Les trophées d'oreilles humaines avaient été une pratique courante de l'armée française lors de la conquête de l'Algérie : elles étaient alors payées 10 francs la paire au soldat qui les ramenaient.

Pendant que l'aviation et la marine bombardaient des villages entiers, l'armée de terre ratisait et instaurait un couvre-feu total de plusieurs jours. La Légion étrangère grava plus tard son sigle et la date de 1945 sur un rocher en haut des gorges de Kherrata, là où les victimes étaient jetées du haut d'un pont.

Le même 8 mai 1945, à Guelma dans le Constantinois, les manifestations firent l'objet, elles aussi, d'une terrible répression.

### ...appuyée par les partis de gauche français

Ces crimes de l'État français se firent sous les ordres d'un gouvernement qui comportait des ministres socialistes et communistes. En cautionnant cette politique criminelle, pour mieux se cramponner à leurs sièges de ministres, ils commettaient une monstruosité qui salissait de plus en plus l'idée que les masses pauvres pouvaient se faire du communisme.

Le Parti Communiste Algérien, qui était un appendice du Parti Communiste Français, osa lui aussi dénoncer les manifestants algériens comme manipulés par le fascisme et l'hitlérisme. Il y eut néanmoins des militants communistes pour

prendre le parti des Algériens révoltés. Ainsi Albert Denier, militant du Parti Communiste, inspecteur des PTT à Sétif, bien qu'il ait eu les deux bras coupés par des manifestants algériens, ne cessa de soutenir les révoltés, déclarant : «*Ils avaient raison.*» Un geste d'autant plus courageux qu'à cette époque penser ou dire qu'un Musulman valait autant qu'un Français signifiait se mettre au ban d'une société d'Algérie façonnée par l'idée intangible de la supériorité de l'Européen ou assimilé.

L'État français, à peine sorti de la guerre, montra ainsi qu'il n'hésitait pas à utiliser les méthodes les plus odieuses pour écraser des populations qui se révoltaient, tandis que les ministres socialistes et communistes de de Gaulle, par solidarité gouvernementale, justifiaient cette répression aux yeux des travailleurs de métropole et d'Algérie.

Le gouvernement français voulait conserver à tout prix son Empire colonial et se montrait prêt à utiliser les pires moyens, les massacres systématiques et les exécutions sommaires. Tout cela allait cependant se révéler impuissant à empêcher le peuple algérien de conquérir finalement son indépendance. Quant à l'attitude de la gauche, et notamment au refus du PCF et du PCA d'exprimer l'aspiration à la justice sociale et à l'indépendance des Algériens, elle allait contribuer à ce que ce soit les nationalistes qui, neuf ans plus tard, prennent la direction exclusive de la lutte pour l'indépendance, dont les manifestations du 8 mai 1945 ne devaient donc être qu'un des premiers actes.

Jean-Jacques LABIER



## • Retraites

# Sous la démagogie, le racket

**Le gouvernement a publié ses premières propositions sur la réforme des retraites, si on peut qualifier ainsi le document lénifiant et volontairement flou qu'il a publié le 16 mai.**

On a fait beaucoup de bruit autour d'un prélèvement annoncé sur les hauts revenus : il n'est évidemment pas chiffré et on ne sait pas quels revenus seront visés, mais les estimations faites par des journaux

comme *les Échos* ou le *Figaro* vont de 1 à 5 milliards. À supposer que cela soit, ce serait une contribution ridicule aux 65 milliards nécessaires, selon les chiffres du Conseil d'orientation des retraites (le COR), au paiement des retraites en 2030 ou aux 100 milliards de 2050. Voilà pour la touche démagogique du projet.

Pour le reste, il n'est pas question de léser le patronat : un point de cotisation patronale en plus et ce serait

50 000 emplois supprimés, selon le gouvernement ; quant à ce qui serait nécessaire pour combler simplement le déficit de 2010, c'est-à-dire 3,8 points de plus, cela entraînerait, paraît-il, la disparition de 200 000 emplois ! C'est curieux comme le gouvernement peut sortir du flou quand il s'agit de chiffres invérifiables, mais qui visent à mettre en condition l'opinion publique pour lui faire accepter un plan entièrement dirigé contre les salariés.

Le projet gouvernemental s'appuie sur les scénarios proposés par le COR : il y a aujourd'hui 1,7 cotisant pour un retraité et, selon les termes du projet : « *Ce rapport se dégradera continûment à l'avenir pour atteindre 1,5 en 2020 et 1,2 en 2050.* » Le gouvernement oublie de rappeler que le même rapport du COR estime que la productivité augmentera de 1,5% par an. Cela signifie que, dans les quarante prochaines années, la productivité sera multipliée par 1,8 et donc que 1,2 cotisant de 2050 produira autant que 2,2 cotisants d'aujourd'hui. La situation serait donc plus favorable, à condition bien sûr que l'augmentation des richesses produites dans le pays soit consacrée à améliorer la situation de la population et non à remplir le coffre-fort des capitalistes. Visiblement cette perspective n'effleure pas le gouvernement, ce qui n'est pas étonnant.

Pour les salariés, il est prévu « *une augmentation de la durée d'activité* », c'est-à-dire le report de l'âge de la retraite, même si Éric Woerth, le ministre du Travail, a précisé au *Parisien* : « *Aujourd'hui, nous acceptons de regarder les deux – la durée de cotisation et/ou l'âge légal.* » Mais un scénario combinant une hausse de la durée de cotisations à 43,5 ans et un recul de l'âge légal de départ en retraite de 60 à 63 ans ne couvrirait, toujours d'après les simulations du COR, que

## • Le PS et les retraites

# Derrière une apparence sociale, des menaces pour les travailleurs

Les dirigeants du PS ont présenté le 18 mai leur projet de réforme des retraites adopté à la quasi-unanimité, en réponse aux propositions gouvernementales. Cette fois Martine Aubry a annoncé que le PS s'opposerait de « *toutes ses forces* » à un report de l'âge légal de départ à la retraite au-delà de 60 ans...

Le gouvernement ayant vaguement évoqué des mesures pour faire payer un peu les plus riches, le PS se propose aussi de les faire payer un peu plus. 19 milliards d'euros seraient donc trouvés en taxant les revenus du capital, avec entre autres l'augmentation de la CSG sur les capitaux, la taxation des stock-options ou encore l'augmentation – uniquement pour les grandes

entreprises – de 1,5 à 2,2% de la nouvelle contribution sur la valeur ajoutée. Les banques devraient s'acquitter d'une surtaxe de 15% de l'impôt sur les sociétés.

Tant mieux si le PS découvre finalement qu'il y a des possibilités de financement de ce côté-là, même s'il y a mis le temps. Mais il a vraiment encore des efforts à faire. En particulier, à aucun moment il ne conteste l'idée fautive, mais propagée par toutes les grosses caisses gouvernementales, selon laquelle, parce qu'il y aurait plus de retraités, les salariés devront payer plus et plus longtemps. Alors que l'augmentation colossale de la productivité produit des richesses qui permettent largement de financer des retraites correctes

pour tous.

Le PS, qui veut se poser en parti responsable à l'approche de 2012, ne conteste pas non plus les réformes mises en place depuis 1993, et qui ont toutes amené un allongement de la durée de cotisation et une diminution des retraites. C'est pourtant sur toutes ces réformes qu'il faudrait revenir, y compris celles auxquelles le PS a collaboré quand il était au gouvernement.

Au contraire, il n'exclut pas en fait l'allongement de la durée de cotisation, « *à la carte* », qui donnerait droit à un système de « *surcote* » – il vaudrait mieux dire « *décote* » – pour ceux qui ne seraient pas volontaires.

Cédric DUVAL

**Lutte Ouvrière appelle à participer à la journée organisée par les syndicats et à la manifestation**  
**Jeudi 27 mai**  
**à Paris à 14 heures**  
**départ**  
**place Denfert-Rochereau**

50% du besoin de financement en 2030. Ce qui augure de nouvelles mesures...

Le gouvernement affirme que tout se fera progressivement, que les régimes spéciaux suivront le calendrier de 2007, qu'il tiendra compte des carrières longues et des métiers pénibles « *en s'appuyant sur la définitions des partenaires sociaux* ». En réalité, il joue la montre et attend, de toute évidence, la période des congés pour préciser ses mauvais coups. Son seul objectif est de tenter de désamorcer, par des discours creux, une réaction collective contre un projet dont le seul objectif est de diminuer le montant des pensions et ce qu'elles coûtent à l'État et au patronat.

Tous ceux qui se retrouvent au chômage à 50 ans, tous ceux qui, encore en activité, subissent des conditions de travail de plus en plus difficiles et veulent partir le plus tôt possible, tous les jeunes dont la « *carrière* » comporte plus d'années de chômage que d'années d'embauche, tous les travailleurs doivent se mobiliser pour riposter à ce racket imposé à ceux qui font vivre la société, pour mieux épargner les profits des possédants.

Sylvie MARECHAL

## • « Rigueur » budgétaire

# Pour rassurer les « marchés », Fillon fait les poches des pauvres

**Dans la « lettre de cadrage » envoyée le 14 mai par Matignon à l'ensemble des ministres, Fillon a concrétisé sa précédente annonce, celle du « gel » des dépenses publiques. Il y exige une baisse de 10% de ce qu'il appelle les « dépenses d'intervention » des ministères pendant les trois années qui viennent.**

Il s'agirait donc de soustraire à cette catégorie de dépenses, se montant à 67 milliards d'euros, six ou sept milliards dont le blocage frapperait directement la partie la plus pauvre de la population.

Plusieurs dispositifs de soutien concernant ceux que les choix politiques et sociaux des gouvernements successifs plongent dans la misère, en particulier depuis l'approfondissement de la crise, seraient rognés, peut-être même supprimés. En première ligne seraient visés les contrats aidés, souvent attribués à des chômeurs de longue durée, et qui leur permettent, faute d'un véritable emploi, de remettre le pied à l'étrier sans que les employeurs aient beaucoup à déboursier. Dans le même ordre d'idées, figurent l'APL, l'aide personnalisée au logement en cas de ressources très

insuffisantes, le RSA, la dernière bouée de sauvetage avant la rue, et même l'AAH, l'allocation adulte handicapé qui maintient à peine la tête hors de l'eau à des milliers de gens abîmés par la vie ou l'usine.

Dans la même catégorie de coupes qui toucheraient exclusivement les couches populaires figurent les subventions aux transports en commun, aux agriculteurs ou à la culture. Pour économiser quelques milliards, ce sont ceux qui doivent chaque jour affronter la galère des transports, peinent à survivre en élevant quelques dizaines de bovins, ont difficilement accès

au théâtre et encore moins à l'Opéra, qui seraient dépouillés du pas grand-chose qu'ils reçoivent.

Pour l'instant, les divers ministres se contentent de jouer les saintes nitouches : supprimer l'APL, diminuer le RSA, etc., moi ? Jamais ! Et de se repasser la patate chaude en attendant le feu vert de Sarkozy.

Pourtant, pour réduire le déficit budgétaire, les sources d'économies plus substantielles ne manqueraient pas : la suppression du « *paquet fiscal* » décidé en 2007 rapporterait 13 milliards, l'imposition de la cession de parts de filiales de

grandes entreprises – actuellement défiscalisée, merci M. Copé – dix milliards. Quant à l'interdiction de l'usage des paradis fiscaux, si elle était possible, elle rapporterait chaque année entre 30 et 50 milliards d'euros d'impôts ! Et ce ne sont que quelques exemples.

Mais dans le cadre de l'effet d'affichage souhaité par le gouvernement sarkozyste, à l'usage des « *donneurs d'ordres* » de la finance internationale, il est bien plus efficace, même si c'est pour six ou sept milliards seulement, de s'en prendre ostensiblement au monde du travail...

Viviane LAFONT